

## Populismes et anti-populismes.

### *Réflexions sur l'âge des démagogues*

Par Pierre-André Taguieff<sup>1</sup>

Dans ce texte, l'auteur montre qu'en réalité « *le populisme est un style politique compatible avec toutes les grandes idéologies politiques : libéralisme, conservatisme, socialisme, nationalisme, etc. Il est dénué de spécificité idéologique* ». Ce qui est une explication inédite. Il en fait alors l'historique jusqu'à observer par exemple que la « *valse des étiquettes stigmatisantes ou diabolisantes – « extrême droite », « extrémisme de droite », « droite radicale », « radicalisme de droite », etc. – masque l'absence de conceptualisation des phénomènes politiques ainsi désignés* ». Une tâche que Pierre-André Taguieff tente ici de combler.

La rumeur court le monde : elle dit que la « vague populiste » emporte tout. Et aussi que cette vague incarne une menace ou un péril, qu'elle serait même le nouveau visage du Mal politique, remplaçant le fascisme ou le totalitarisme. La propagation internationale de cette rumeur, dans divers milieux, entretient la peur et alimente bien des fantasmes, qui tendent à chasser le goût des analyses froides. Ces peurs sont inévitablement instrumentalisées et exploitées par des leaders politiques qui masquent leur démagogie par une dénonciation ostentatoire de la démagogie des « populistes ». Nous vivons à l'époque où le paradoxisme est partout dans le champ politique : la dénonciation démagogique de la démagogie fait partie du nouvel art de gouverner. Les démagogues d'en haut dénoncent les démagogues d'en bas, qui les dénoncent en retour. Des écrans de fumée pervertissent les débats et les combats politiques : des corrompus dénoncent la

---

<sup>1</sup> Pierre-André Taguieff, philosophe, politiste et historien des idées, est directeur de recherche au CNRS. Sur la question, il a publié notamment *L'illusion populiste. De l'archaïque au médiatique* (Paris, Berg International, 2002 ; nouvelle éd. refondue : *L'illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007), *Le Nouveau national-populisme* (Paris, CNRS Éditions, 2012) et *La Revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe* (Paris, PUF, 2015) ; et sous sa direction : *Le Retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Encyclopædia Universalis France, coll. « Le tour du sujet », 2004. Il a aussi récemment abordé la question du populisme dans *Macron : miracle ou mirage ?*, Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2017.

corruption, des tribuns autoritaires dénoncent l'autoritarisme, des racistes dénoncent le racisme, des diffuseurs de « fake news » dénoncent la propagation des « fake news », les ennemis du Système deviennent des stars dans le Système et les ennemis du Spectacle s'y donnent en spectacle<sup>2</sup>. Ceux qui sont désignés comme « populistes » par leurs ennemis renvoient à ces derniers leurs thèmes d'accusation en les réinterprétant ou les retournant. C'est ainsi que le « racisme » dénoncé par les élites devient le « mépris du peuple » attribué aux élites – donc quelque chose comme un « racisme anti-peuple » ou « anti-classes populaires ».

L'image négative la plus courante du phénomène populiste est en effet celle du couple formé par un démagogue aux idées courtes mais aux ambitions immenses et un peuple en colère, qui ne croit plus aux vertus de la démocratie libérale-pluraliste et se montre prêt à se soumettre à un chef charismatique ou à suivre un Sauveur, voué à se transformer en autocrate, voire en dictateur après la prise du pouvoir. On serait donc en présence d'un nouvel épisode du roman de la servitude volontaire, dans lequel les classes populaires – dont les frontières avec les classes dites « moyennes » sont incertaines –, portées par leurs pulsions autoritaires et leur peur de la liberté, désireraient leur propre soumission. Elles seraient ainsi déchargées de toute responsabilité et libérées d'une liberté anxigène. On reconnaît le modèle d'intelligibilité construit par Erich Fromm et présenté dans son grand livre de 1941, *La Peur de la liberté*<sup>3</sup>.

### **Comment la peur fabrique « le populisme »**

Ce qu'une telle vision présuppose, c'est l'association du « populisme » avec un certain nombre de phénomènes répulsifs : autoritarisme, extrémisme de droite, appel à la violence, nationalisme, souverainisme ou identitarisme, xénophobie, racisme anti-immigrés, « islamophobie », antisémitisme, sexisme, homophobie, démagogie, intolérance et anti-pluralisme, diffusion de « fake news », complotisme, etc. La difficulté tient à ce que ces couplages sont parfois justifiés, parfois peu, et parfois pas du tout. Mais la vision qui prévaut reste fondée sur la réduction du populisme à un ensemble de mobilisations antidémocratiques, alors même que le discours des leaders populistes est orienté par l'objectif de « rendre la parole au peuple », ce qui implique une forte demande de démocratie. Tel est le problème difficile, qui tient à ce que les deux camps opposés se réclament de « la démocratie ». Populistes et antipopulistes prétendent défendre et illustrer pleinement l'idée démocratique. Voilà qui présuppose qu'ils ont des conceptions différentes de la démocratie. Les malentendus et les dialogues sourds dérivent de la clarté trompeuse et de la fausse simplicité qu'on attribue à la

---

<sup>2</sup> Qu'on pense par exemple, pour la France, aux itinéraires d'un Daniel Cohn-Bendit, d'un Guy Debord, d'un Alain Badiou, d'un Jean-Luc Mélenchon. Le devenir-histrion des contestataires et des révolutionnaires est un signe des temps.

<sup>3</sup> Erich Fromm, *La Peur de la liberté* [1941], tr. fr. Charles Janssens, Paris, Buchet/Chastel, 1963.

notion de démocratie, qui n'échappe pas au conflit des interprétations.

Dans ses usages hégémoniques, l'étiquette « populiste » est en elle-même stigmatisante : elle désigne l'ennemi intérieur et extérieur. Elle prend place dans des stratégies rhétoriques dont l'objectif est de permettre aux gouvernants de gouverner en entretenant des peurs et en désignant des ennemis redoutables, seraient-ils fantasmatiques. La peur du populisme et la diabolisation des populistes font partie de l'art de gouverner au centre<sup>4</sup>. Les nouveaux modérés, dont le projet politique se réduit à une adaptation permanente aux avatars de la mondialisation, ne peuvent plus désormais se passer de cet artifice rhétorique, qui permet de faire passer la lutte contre un ennemi fantasmé en lutte pour le bonheur des peuples et la paix universelle.

Il s'ensuit que la représentation dominante du « populisme » est celle d'un populisme autoritaire de droite ou d'extrême droite, qui menacerait les libertés individuelles et ne respecterait pas les droits de l'homme ni le droit international. On reproche aux partis ou aux gouvernements populistes de droite leur rejet de l'immigration d'origine extra-européenne et leur volonté déclarée de stopper « l'islamisation » de leurs pays respectifs. On les soupçonne corrélativement de vouloir détruire l'Union européenne en faisant prévaloir les intérêts des nations égoïstes sur l'unité et la solidarité requises pour assurer la paix et la prospérité en Europe, et d'incarner ainsi la menace d'une régression vers le choc des nationalismes. Cette image intrinsèquement négative du populisme est au cœur de l'exploitation politique du populisme en tant que phénomène répulsif. On néglige cependant le fait que la popularité des mouvements, des partis ou des gouvernements populistes est liée précisément à leurs postures anti-immigration, anti-islamistes et anti-islamisation, inséparables de leur projet de défendre le « style de vie » ou les traditions culturelles, largement modelées par le christianisme, des citoyens de leurs pays. Ceux qui prétendent « rendre la parole au peuple » en même temps que lui « rendre le pouvoir », et donc se présentent comme les vrais démocrates, sont accusés de mettre en danger la démocratie. La sacralisation du peuple souverain ou de la volonté du peuple par les « populistes » a en effet pour envers le mépris du pluralisme et le rejet des contre-pouvoirs. Certains politistes y voient la manifestation de ce qu'ils appellent l'« antipolitique », phénomène ambigu en ce qu'il exprime à la fois le rejet de toute politique (réduite à une forme d'usurpation de la volonté populaire) et l'aspiration à une démocratie parfaite ou absolue, nouvelle forme d'utopie fondée sur l'idolâtrie du peuple. Voilà qui affecte l'idée de démocratie, au point de conduire à l'hypothèse qu'on serait entré dans l'ère de la « populocratie » ou « peuplecratie », selon l'expression forgée en 2018 par Ilvo Diamanti et Marc Lazar<sup>5</sup>. C'est cette combinaison d'un antiélitisme radical et d'une utopie

---

4 Pierre-André Taguieff, *Du diable en politique*, Paris, CNRS Éditions, 2014.

5 Ilvo Diamanti & Marc Lazar, *Peuplecratie. La métamorphose de nos*

« démocrate » qui caractérise l'imaginaire et la rhétorique politiques des mouvements dits « populistes ».

Encore faut-il tenir compte d'une autre composante, trop hâtivement assimilée à une manifestation de xénophobie ou de racisme : la vision de l'ennemi, un ennemi bifacial, prenant la figure du migrant envahisseur et/ou celle du musulman colonisateur. L'une des origines du dynamisme des populismes de droite en Europe est la peur de la menace islamiste, retraduite en peur de « l'islamisation ». C'est ce qui leur donne l'allure de saines réactions de défense contre un danger civilisationnel mortel. On peut y voir l'expression d'un sentiment croissant d'insécurité culturelle, assorti d'un désir de protéger les identités collectives historiquement forgées d'une menace d'effacement. En témoigne notamment le rejet du modèle normatif, cher aux élites européennes, de la « société multiculturelle ». Ce constat a conduit certains politistes conservateurs à définir les partis dits populistes ou anti-immigration comme des partis « civilisationnistes<sup>6</sup> ». Ces partis, souligne Daniel Pipes, sont « sur la défensive, concentrés sur la protection de la civilisation occidentale plutôt que sur sa destruction dont rêvaient les communistes et les nazis ». Et « ils ne cherchent pas à faire des conquêtes, mais souhaitent conserver l'Europe d'Athènes, de Florence et d'Amsterdam ». Cette résistance culturelle s'ajoute à la résistance à la mondialisation et à la dénationalisation qu'elle implique.

Dans le monde des élites converties à la religion européenne, on s'inquiète donc régulièrement, ostensiblement et souvent bruyamment, de la « poussée des partis populistes » en Europe<sup>7</sup>. On en donne notamment pour preuve l'arrivée au pouvoir, dans nombre de pays européens, de leaders identifiés comme « populistes », auxquels on prête, à tort ou à raison, de mauvaises intentions ou des pratiques inquiétantes : Viktor Orbán qui prend la tête du gouvernement hongrois en mai 2010, Andrzej Duda élu à la présidence en Pologne le 24 mai 2015, Andrej Babiš en République tchèque, nommé Premier ministre en décembre 2017 après avoir gagné les élections législatives d'octobre 2017, Robert Fico en Slovaquie (président de 2012 à 2018), Matteo Salvini de la Ligue (ex-Ligue du Nord) et Luigi Di Maio du Mouvement 5 étoiles (M5S) en Italie, nommés

---

*démocraties* [2018], tr. fr. Christophe Mileschi, Paris, Gallimard, 2019. En italien : « Popolocrazia ».

6 Daniel Pipes, « Accepting Europe's Anti-Immigration Parties », *The Washington Times*, 30 novembre 2017, <https://www.meforum.org/7054/accepting-europe-anti-immigration-parties>; *id.*, « Europe's Civilizationist Parties », *Commentary*, novembre 2018, <http://www.danielpipes.org/18545/europe-civilizationist-parties>.

7 Gilles Ivaldi & Andrej Zaslove, « L'Europe des populismes : confluences et diversité », *Revue européenne des sciences sociales*, 53 (1), 2015, pp. 121-155 ; <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01385786/document>; Toril Aalberg, Frank Esser, Carsten Reinemann, Jesper Strömback & Claes H. de Vreese, *Populist Political Communication in Europe*, New York, Routledge, 2017 ; Jacques Rupnik, « Spécificités et diversité des populismes en Europe centrale et orientale », février 2018, <http://www.sciencespo.fr/cei/fr/content/dossiersducei/specificites-et-diversite-des-populismes-en-europe-centrale-et-orientale>.

respectivement, le 31 mai 2018, ministre de l'Intérieur et ministre du Développement économique. On ne manque pas de souligner l'installation au gouvernement, en Autriche, d'une coalition formée par les conservateurs du ÖVP et les populistes du FPÖ en décembre 2017. À la tête d'un bloc de droite, le Premier ministre Sebastian Kurz a illustré jusqu'au printemps 2019 la nouvelle stratégie conquérante des droites européennes visant à transformer l'Union européenne de l'intérieur. Des « populistes de gouvernement » se rencontrent également au Danemark et en Estonie, mais aussi en Suisse ou en Norvège (non membres de l'Union européenne). En Finlande, aux élections législatives de la mi-avril 2019, les Vrais Finlandais ont obtenu 39 sièges (sur 200). Il faut ajouter au tableau la popularité de personnages comme Geert Wilders aux Pays-Bas, Marine Le Pen en France, Alice Weidel ou Frauke Petry en Allemagne, et, bien sûr, le vote du Brexit le 23 juin 2016, interprété comme un « enfant du populisme ». La percée de Vox en Espagne (10,26% aux élections législatives du 28 avril 2019) s'inscrit dans la même perspective tactico-stratégique : à travers des alliances entre partis de droite et d'extrême droite, former un bloc de droite destiné à gouverner.

Ce qui renforce l'inquiétudes des élites européistes, c'est le constat que, hors d'Europe, nombre de leaders dits populistes sont parvenus au pouvoir, tous caractérisables comme des populistes autoritaires : Donald Trump élu à la présidence des États-Unis le 9 novembre 2016<sup>8</sup>, Rodrigo Duterte élu président des Philippines en juin 2016 ou Jair Bolsonaro devenu président du Brésil le 28 octobre 2018<sup>9</sup>, sans oublier le nationaliste Narendra Modi, Premier ministre en Inde depuis le 26 mai 2014<sup>10</sup>. Mais l'on mentionne également, parmi les leaders populistes et autoritaires au pouvoir, Recep Tayyip Erdoğan en Turquie et, au Venezuela, Hugo Chávez (au pouvoir de 1999 à sa mort le 5 mars 2013), puis Nicolas Maduro<sup>11</sup>. Et, du côté du « populisme de gauche » ou du « social-populisme », centré sur la défense de « ceux d'en bas », on n'oublie pas les succès électoraux du parti Syriza en Grèce (2012-2015), ceux de Podemos en Espagne (2014-2016) ou ceux du Mouvement Cinq Étoiles en Italie, jusqu'à leurs défaites respectives aux élections européennes du 26 mai 2019 (Podemos à 10%), qu'on peut rapprocher du fort recul du Labour de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne ou

---

8 Michael Kazin, « Trump et le populisme américain » (tr. fr. Renaud Beauchard), *Esprit*, n° 434, mai 2017, pp. 42-53 ; Pippa Norris & Ronald Inglehart, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, New York, Cambridge University Press, 2019 ; Alessandro Nai, Ferran Martinez i Coma & Jürgen Maier, « Donald Trump, Populism, and the Age of Extremes: Comparing the Personality Traits and Campaigning Styles of Trump and Other Leaders Worldwide », *Presidential Studies Quarterly*, 22 janvier 2019, <https://onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/psq.12511>.

9 Wladimir Barreto-Lisboa & Paulo Baptista Caruso MacDonald, « Brésil : l'élection de Jair Bolsonaro ou le pacte des élites avec l'extrême droite », *Cités*, n° 78, 2019, pp. 187-205.

10 Christophe Jaffrelot, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Fayard/CERI, 2019.

11 Voir Paula Cadenas, « Le Venezuela, ce navire à la dérive... » (tr. fr. Laurence Holvoet & Daniel Bourdon), *Les Temps Modernes*, n° 697, janvier-février-mars 2018, pp. 11-33.

du très faible score de la liste de LFI (6,3%) à ces mêmes élections – échec de la ligne « populiste » choisie par Jean-Luc Mélenchon sous l’influence de Chantal Mouffe<sup>12</sup>. Ainsi que le note le politiste Andreas Pantazopoulos à propos de la défaite de Syriza, ces reflux électoraux, par-delà leurs spécificités nationales, témoignent du fait que « le populisme, dans sa forme plébéienne, ne fonctionne pas comme force hégémonique s’il n’est pas assorti de son pendant nationaliste<sup>13</sup> ». La « parenthèse enchantée » du populisme de gauche semble avoir pris fin<sup>14</sup>.

Ce qu’on appelle ordinairement « le populisme » constitue désormais une base de réduction des peurs politiques, en ce qu’il est défini comme un « danger pour la démocratie » ou une « pathologie de la démocratie ». Le « populisme » ainsi diabolisé et pathologisé définirait « l’esprit du temps<sup>15</sup> », ce qui justifierait l’inquiétude des médias, qui accordent à cette rumeur anxiogène une place de plus en plus grande. Et pourtant, la notion de populisme reste confuse, en dépit de l’empilement des travaux plus ou moins savants qui la prennent pour objet<sup>16</sup>. Pour parler comme Giovanni Sartori, le populisme apparaît comme un concept « chat-chien », à la fois indéterminé et contradictoire<sup>17</sup>. On qualifie en effet de « populistes » une série hétéroclite de phénomènes : attitudes, comportements, sensibilités, postures, mouvements, traditions, acteurs politiques, partis politiques, programmes électoraux, messages politiques et slogans, mesures politiques, événements politiques (une élection, par exemple), courants culturels, etc.<sup>18</sup> On

12 Voir la tribune de l’intellectuel gauchiste Manuel Cervera-Marzal, ex-militant du NPA : « Élections européennes 2019 : “Le recul de la gauche ‘radicale’ ne s’explique-t-il pas par le tournant ‘populiste’ de ces dernières années ?” », 29 mai 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/29/elections-europeennes-2019-le-recul-de-la-gauche-radical-ne-s-explique-t-il-pas-par-le-tournant-populiste-de-ces-dernieres-annees\\_5468885\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/05/29/elections-europeennes-2019-le-recul-de-la-gauche-radical-ne-s-explique-t-il-pas-par-le-tournant-populiste-de-ces-dernieres-annees_5468885_3232.html). Dans sa critique du « populisme », ce sociologue engagé, pro-« Nuit debout » et pro-« Gilets jaunes », ne tient pas compte de la distinction entre les dimensions respectivement protestataire et identitaire du populisme, ce qui le conduit à confondre « social-populisme » et « national-populisme ». Pour finir, ce théoricien de la « désobéissance civile » oppose la stratégie de l’« occupation » à la pratique de l’élection. L’utopisme facile va de pair avec le désir de « radicalité » en politique.

13 Andreas Pantazopoulos, « Syriza : l’autre défaite du populisme de gauche », 6 juin 2019, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/syriza-lautre-defaite-du-populisme-de-gauche.html>. Du même auteur, voir « Syriza : vers une défaite stratégique ? », 19 mars 2019, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/syriza-vers-une-defaite-strategique.html>; « Pas de populisme sans nationalisme », 25 juin 2019, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/pas-de-populisme-sans-nationalisme.html>.

14 Les observateurs d’extrême gauche reconnaissent le reflux, voire la débâcle, de ces partis-mouvements, mais ne l’expliquent que par la « résilience de l’ancien monde politique », ce qui est un peu court. Voir par exemple Arthur Borello, « Élections européennes : quel avenir pour le populisme de gauche ? » (propos recueillis par Pauline Graulle), Médiapart, 4 juin 2019 ; 5 juin 2019, <http://alter.quebec/elections-europeennes-la-fin-de-la-parenthese-du-populisme-de-gauche/>.

15 Cas Mudde, « The Populist Zeitgeist », *Government and Opposition*, 39 (4), 2004, pp. 541-563.

16 Voir Alexandre Dézé, « Le populisme ou l’introuvable Cendrillon. Autour de quels ouvrages récents », *Revue française de science politique*, 54 (1), pp. 179-190.

17 Stijn Van Kessel, « The Populist Cat-Dog: Applying the Concept of Populism to Contemporary European Party Systems », *Journal of Political Ideologies*, 19 (1), 2014, pp. 99-118.

18 Gheorghe-Ilie Fârte, « Comment les médias grand public alimentent-ils le populisme de droite ? », *Argumentum*, 17 (1), 2019, pp. 9-32.

classe les « populistes » à droite ou à gauche, ou aux deux extrêmes. Il y aurait même des « populistes » au centre, adeptes d'un « populisme soft » ou « light ». Tel qu'on le décrit, le phénomène est polymorphe et protéiforme, ou encore caméléonesque<sup>19</sup>. La question se pose dès lors de savoir qui n'est pas « populiste », et, par présupposition, ce que n'est pas « le populisme ». Comme pour la démagogie, il est fort difficile de répondre à la question. Dans les sociétés démocratiques modernes et contemporaines, tous les leaders politiques sont peu ou prou des populistes ou des démagogues. La question devient celle de la légitimité de l'étiquetage idéologique : qui détient le monopole de l'étiquetage de l'adversaire comme « démagogue » ou « populiste » ?

La surestimation de ce phénomène mal défini et diabolisé est à l'ordre du jour : à en croire la culture médiatique, le « populisme » est partout et menace l'humanité tout entière, comme une maladie contagieuse. « Le populisme » est globalement perçu comme un phénomène pathologique tandis que les leaders dits « populistes » tendent à être criminalisés, ou pour le moins traités comme des suspects. Il en va de même pour les mobilisations de masse non initiées ni orchestrées par des syndicats ou des partis politiques. Un mouvement populaire non identifié, comme celui des Gilets jaunes en France, commencé le 17 novembre 2018, a été aussitôt qualifié, pour être disqualifié, de « populiste ». Le seul argument sérieux pour justifier une telle caractérisation est le relatif consensus existant chez les « gilets jaunes » sur la mise en place du Référendum d'initiative citoyenne (RIC), outil censé permettre la revitalisation de la démocratie, s'inspirant notamment du populisme suisse. Ses défenseurs le justifient en le présentant comme un dispositif susceptible de « rendre la parole au peuple », exigence classiquement reconnue comme démocratique ou « populiste », selon les auteurs. Début janvier 2019, une enquête d'opinion établissait qu'en France 80% des personnes interrogées se disaient favorables au RIC pour proposer une loi, 72% pour abroger une loi, 63% pour mettre fin au mandat d'un élu et 62% pour modifier la Constitution<sup>20</sup>. Mais les dénonciateurs du « populisme » ne tiennent pas compte de cette revendication démocratique. Tout ce qui ressemble au « populisme » à leurs yeux est un danger. D'où les appels à créer un « cordon sanitaire<sup>21</sup> » autour des mouvements et des partis dits « populistes ». À cet égard, les « partis populistes » ont remplacé les « partis d'extrême droite » : ils occupent la place du diable en politique. Le vieil antifascisme de gauche se survit dans l'anti-populisme : moyennant un menu

---

19 Karin Priester, *Rechter und linker Populismus. Annäherung an ein Chamäleon*, Francfort/M. & New York, Campus Verlag, 2012.

20 Baromètre Harris Interactive pour RTL et M6, 2 janvier 2019, <https://www.rtl.fr/actu/politique/gilets-jaunes-80-des-francais-favorables-au-ric-pour-proposer-une-loi-7796101142>.

21 Jan-Werner Müller, « Autriche : “Face au populisme, il faut maintenir le cordon sanitaire” » (tr. fr. Juliette Kopecka), 23 mai 2016, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/05/23/autriche-face-au-populisme-il-faut-maintenir-un-cordon-sanitaire\\_4924984\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2016/05/23/autriche-face-au-populisme-il-faut-maintenir-un-cordon-sanitaire_4924984_3214.html).

changement de vocabulaire, la rhétorique de la dénonciation est en parfait état de marche. Les machiavéliens du centre peuvent compter sur le repoussoir « populiste » pour rassembler les votes de la peur du nouveau diable.

La dramatisation des enjeux est à la mesure de la diabolisation de tout ce qui est reconnu comme « populiste ». Nombreux sont ceux qui, dans les milieux antipopulistes, veulent désormais ou disent vouloir « sauver la démocratie ». Les effets de cette construction largement fantasmagorique d'une menace mondiale sont tels qu'il n'est pas excessif de parler, au-delà d'un simple emballement médiatique à répétition, de panique morale<sup>22</sup>. Réagissant publiquement à la manifestation du 24 novembre 2018 des Gilets jaunes sur l'avenue des Champs-Élysées, le ministre Gérard Darmanin a déclaré le lendemain : « Ce ne sont pas les "gilets jaunes" qui ont manifesté, c'est la peste brune qui a manifesté. (...) Ce n'est pas parce que vous mettez un "gilet jaune" que vous ne portez pas une chemise brune en dessous<sup>23</sup>. » Après l'islamisme, vraie menace mal analysée et fantasmée<sup>24</sup>, c'est « le populisme » qui est dénoncé comme la figure soit d'un nouveau « fascisme », soit d'un nouveau « totalitarisme ». C'est là bien sûr rester dans le registre de la polémique, en puisant dans le stock des notions confuses et des formules creuses. Ce bricolage idéologique se nourrit d'analogies et de comparaisons avec les phénomènes répulsifs du passé, largement mythologisés (nazisme ou « peste brune », « fascisme », « années trente », etc.).

La surestimation du phénomène aux contours incertains va de pair avec sa perception comme une menace de mort pesant sur « la démocratie ». Les fantasmes et les rumeurs sur « le populisme » circulent massivement dans les médias et les réseaux sociaux, où elles sont banalisées. Mais on rencontre aussi ces fantasmes et ces rumeurs anxieuses, sous une forme intellectualisée, dans les études académiques, où « le populisme » est traité comme une « perversion » de la démocratie ou une « culture politique de décomposition démocratique<sup>25</sup> », comme le qualifie l'historien des idées politiques Pierre Rosanvallon, qui a découvert récemment le phénomène. L'historien résolument engagé au centre – côté social-démocrate ou social-libéral – n'hésite pas à recourir à l'analogie qui a déjà beaucoup servi aux journalistes pressés : « Le populisme s'avère (...) comme la forme prise au XXI<sup>e</sup> siècle par le retournement contre elle-même de la démocratie comme l'avait été au XX<sup>e</sup> le totalitarisme. Il est donc aujourd'hui aussi urgent de penser le second qu'il l'avait été des années 1950 aux années 1970 de penser le premier<sup>26</sup>. » Telle est la vulgate antipopuliste qui s'est installée dans les milieux de

---

22 Sur ce concept, voir Stanley Cohen, *Folk Devils and Moral Panics: The Creation of the Mods and Rockers*, Londres & New York, Routledge, 2002.

23 <http://video.lefigaro.fr/figaro/video/gerald-darmanin-c-est-la-peste-brune-qui-a-manifeste-sur-les-champs-elysees/5971305524001/>.

24 Voir Pierre-André Taguieff, *L'Islamisme et nous. Penser l'ennemi imprévu*, Paris, CNRS Éditions, 2017.

25 Pierre Rosanvallon, « Penser le populisme », 27 septembre 2011, <https://laviedesidees.fr/Penser-le-populisme.html>.

26 *Ibid.*



la gauche libérale. Pour certains, « le populisme » représente un nouveau « fascisme », pour d'autres, un nouveau « totalitarisme ». Bref, un phénomène politique intrinsèquement négatif, qu'il est urgent de combattre par tous les moyens.

L'historien marxiste Enzo Traverso, quant à lui, se référant à la fois au phénomène Trump aux États-Unis et au phénomène Le Pen en France, parle de « post-fascisme autoritaire et xénophobe » plutôt que de populisme autoritaire ou de national-populisme autoritaire<sup>27</sup>. Il caractérise ces « post-fascismes » comme des nationalismes dont les ennemis principaux sont l'immigration postcoloniale et l'islam. Ce faisant, ces « post-fascismes » prétendent en effet défendre la culture européenne ou la civilisation occidentale, voire la démocratie – ou, en France, la République<sup>28</sup>. Mais pourquoi les référer au « fascisme » ? Cette catégorisation floue n'est qu'un opérateur d'amalgame, fondé sur l'emploi magique du mot « fascisme », le mot diabolisateur par excellence. Elle revient à réduire au même tous les phénomènes politiques émergents qui déplaisent à l'historien issu du militantisme trotskiste, qui reste quant à lui attaché à la rhétorique antifasciste, et illustre jusqu'à la caricature le type de l'intellectuel néo-antifasciste, celui qui voit du fascisme, du néofascisme ou du post-fascisme partout. L'intellectuel « antifa » se reconnaît à ce qu'il ne peut voir dans le nouveau qu'une nouvelle version de l'ancien, son aveuglement idéologique alimentant une paresse intellectuelle qui lui interdit toute invention conceptuelle. Or, on ne peut analyser les phénomènes dits populistes sans forger de nouveaux outils conceptuels. Le rabâchage néo-antifasciste témoigne de la stérilité des intellectuels marxistes.

### **La révolte contre les élites et ses stratégies**

Oublions ces analogies faussement éclairantes avec leurs arrière-pensées polémiques pour atterrir sur la terre ferme des phénomènes observables. On connaît depuis les années 1990 la toile de fond de l'insurrection des « gilets jaunes » qui a suscité une vague de panique morale : la perte de confiance croissante dans la démocratie libérale ou représentative<sup>29</sup>, s'accompagnant soit d'une dépolitisation, soit d'une flambée d'utopisme autour de la demande d'une démocratie participative<sup>30</sup>. Cette crise de confiance, mise en évidence par de

---

27 Voir Enzo Traverso, *Les Nouveaux Visages du fascisme*, conversation avec Régis Meyran, Paris, Textuel, 2016.

28 Enzo Traverso, « Un post-fascisme autoritaire et xénophobe » (propos recueillis par Olivier Doubre), 15 février 2017, <https://www.politis.fr/articles/2017/02/enzo-traverso-un-post-fascisme-autoritaire-et-xenophobe-36336/>.

29 Mattei Dogan, « Déficit de confiance dans les démocraties avancées : une analyse comparative », *Revue internationale de politique comparée*, 6 (2), 1999, pp. 513-547 ; Gérald Bronner, « Les démocraties et la méfiance », *Commentaire*, n° 166, été 2019, pp. 245-251.

30 Loïc Blondiaux, *Le Nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*, Paris, Le Seuil, 2008.

nombreuses enquêtes d'opinion<sup>31</sup>, est une crise de la démocratie représentative<sup>32</sup>, qui va de pair avec la perte de crédibilité des élites en général, laquelle suscite des révoltes contre les élites dirigeantes jugées étrangères et hostiles au « peuple » et dénoncées comme corrompues. On peut décider de voir dans cet anti-élitisme un indice de « populisme ».

Or, c'est un fait attesté que l'extrême défiance de secteurs importants de la population, en particulier en France, vis-à-vis du personnel politique, des médias et des experts « officiels » se traduit par des croyances complotistes. Les élites visibles sont accusées d'être étrangères au peuple et de poursuivre leurs seuls intérêts, contraires au bien commun. Et elles sont aussi accusées d'être de connivence entre elles et d'agir en secret pour asseoir, préserver ou étendre leur domination, bref, de conspirer. Le schème de ces accusations est bien connu : les élites complotent contre les peuples qu'elles trompent, oppriment et exploitent. Elles forment ainsi une oligarchie transnationale. Les « ennemis du peuple » sont réinventés. Voilà qui présuppose que non seulement le peuple est sage et bon, mais qu'il a toujours raison. C'est là en faire une entité collective admirable et intrinsèquement respectable. Présupposé naïf, qui témoigne de la mythologisation du peuple, érigé en une sorte de communauté des meilleurs, bref, une nouvelle aristocratie.

Le complot des élites est souvent imaginé comme mondial et lié à la mondialisation (dite libérale ou capitaliste), et, en tant que tel, dénoncé surtout par les militants ou les sympathisants des partis d'extrême droite ou d'extrême gauche, qu'on a aujourd'hui tendance à qualifier de « populistes ». La nouveauté rhétorique est qu'ils tendent désormais à se qualifier eux-mêmes de « populistes », retournant et revendiquant ainsi le stigmate. Or, ces mouvances extrémistes sont présentes par les manifestations des « gilets jaunes ».

Début juillet 2018, Matteo Salvini, admirateur de Donald Trump et de Vladimir Poutine se qualifiant lui-même de « populiste », a lancé l'idée d'une « Ligue des ligues en Europe », définie comme « l'alliance des populismes qui unira tous les mouvements libres et souverainistes qui veulent défendre leur peuple et leurs frontières ». Son idée directrice est que les mouvements dits populistes en Europe ont une « vision commune », opposée à celle de « l'Europe des élites, des banques, de l'immigration et du travail précaire<sup>33</sup> ». Incarnation du

---

31 Voir le Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF, 2009-2019 ; pour une brève synthèse, voir Madani Cheurfa & Flora Chanvril, « 2009-2019 : la crise de la confiance politique », janvier 2019, [http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/CEVIPOF\\_confiance\\_10ans\\_CHEURFA\\_CHANVRIL\\_2019.pdf](http://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr/cevipof/files/CEVIPOF_confiance_10ans_CHEURFA_CHANVRIL_2019.pdf).

32 Luc Rouban, *La Démocratie représentative est-elle en crise ?*, Paris, La Documentation française, 2018.

33 Matteo Salvini, cité par Dominique Dunglas, « Salvini se rêve en leader d'une "internationale populiste" », 2 juillet 2018, [https://www.lepoint.fr/europe/salvini-se-reve-en-leader-d-une-internationale-populiste-02-07-2018-2232280\\_2626.php#](https://www.lepoint.fr/europe/salvini-se-reve-en-leader-d-une-internationale-populiste-02-07-2018-2232280_2626.php#). Voir (avec AFP), « En Italie, Salvini lance l'idée d'une "Ligue des ligues" en Europe », 2 juillet 2019, [https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/02/en-italie-salvini-lance-l-idee-d-une-ligue-des-ligues-en-europe\\_5324147\\_3214.html](https://www.lemonde.fr/europe/article/2018/07/02/en-italie-salvini-lance-l-idee-d-une-ligue-des-ligues-en-europe_5324147_3214.html).

« populisme de droite » pour ses adversaires, Salvini prétend vouloir en finir avec le clivage gauche-droite et voit dans « les populismes » la réalisation en cours de son projet politique. Six mois plus tard, Matteo Salvini et Luigi Di Maio se sont prononcés publiquement en faveur des « gilets jaunes<sup>34</sup> », définis par le premier comme un mouvement de « citoyens honnêtes protestant contre un président gouvernant contre son peuple », tandis que le second leur lançait ce conseil : « Ne faiblissez pas ! ». D'où la mise en place d'une opposition sloganisée, assumée par le président Macron comme par ses ennemis italiens déclarés : « Populistes » contre « progressistes ». Bien entendu, pour les intellectuels d'extrême gauche, les « gilets jaunes » sont admirables pour d'autres raisons, celles qu'avancent le philosophe Pierre Dardot et le sociologue Christian Laval : « Les gilets jaunes, que cela plaise ou non, ont réussi ce que trente ans de luttes sociales n'ont pas réussi à faire : mettre au centre du débat la question de la justice sociale. Mieux, ils ont imposé on ne peut plus clairement la question fondamentale pour toute l'humanité du lien entre justice sociale et justice écologique<sup>35</sup>. »

Steve Bannon s'est autoproclamé le chef d'orchestre de cette offensive dite « populiste » en Europe, et, plus largement, dans d'autres régions du monde. Sa conception du « populisme » n'est pas conceptuellement nouvelle : elle est fondée sur l'idée-force d'un dépassement du clivage droite-gauche, remplacé par l'opposition entre les élites et le peuple. Ce qui est nouveau, c'est l'idée d'une « internationale populiste ». Dans une interview publiée le 5 janvier sur le site de *L'Express*, Bannon célèbre le mouvement transpolitique des « gilets jaunes » en les donnant pour un exemple à suivre, celui d'une mobilisation de masse caractérisable par le « ni droite ni gauche » :

« Les gilets jaunes n'ont peut-être pas fait Sciences po ou l'ENA, ils ne sont peut-être pas diplômés de la Sorbonne. Mais ce sont des êtres humains rationnels. Ils sont donc assez malins pour comprendre qu'ils se font avoir. Aujourd'hui, ces perdants de la mondialisation, paupérisés comme jamais, se réveillent et crient : "Stop !" La beauté de leur action est qu'elle réunit des gens de droite comme de gauche. Au pays de la Révolution française, le mouvement des gilets jaunes mène la mère des batailles. Ils sont une inspiration pour le monde entier<sup>36</sup>. »

La révolte contre les élites est en effet à l'ordre du jour. La diabolisation

---

34 Bernard Guetta, « Pourquoi Matteo Salvini et Luigi Di Maio encouragent les gilets jaunes », 9 janvier 2019, [https://www.challenges.fr/politique/les-populistes-italiens-encouragent-les-gilets-jaunes\\_635243](https://www.challenges.fr/politique/les-populistes-italiens-encouragent-les-gilets-jaunes_635243).

35 Pierre Dardot & Christian Laval, « Avec les gilets jaunes, contre la représentation, pour la démocratie », Mediapart, 12 décembre 2018, <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/121218/avec-les-gilets-jaunes-contre-la-representation-pour-la-democratie>.

36 Steve Bannon, « Les gilets jaunes inspirent le monde entier » (propos recueillis par Axel Gylden), 5 février 2019, [https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/steve-bannon-les-gilets-jaunes-inspirent-le-monde-entier\\_2060737.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/amerique-nord/steve-bannon-les-gilets-jaunes-inspirent-le-monde-entier_2060737.html). Voir aussi Steve Bannon, « Macron n'a pas de leçons à donner à Salvini » (propos recueillis par Romain Guibert), *Le Point*, n° 2437, 16 mai 2019, pp. 60-62 ; *id.*, « L'époque de la droite punching-ball est terminée » (propos recueillis par Bruno Larebière), *L'Incorrect*, n° 21, juin 2019, pp. 31-37.

desdites élites tout autant, comme si elles formaient une population homogène et intrinsèquement corrompue, face à un peuple non moins homogène, mais quant à lui supposé « sain » et « honnête ». Vision manichéenne qui essentialise « les élites » non moins que « le peuple », celui-ci angélisé, celles-là diabolisées. C'est là mythologiser la question, en la simplifiant à outrance. Toutes les élites, du pouvoir comme de l'intelligence, ne sont bien sûr pas corrompues, et tous « ceux d'en bas » ne sont pas des anges. Le peuple-bisounours ne fait rêver que les aveugles volontaires, qu'ils soient révolutionnaires ou réactionnaires. Quant à la « libération de la parole », au nom de la sainte ou de la juste colère, elle peut faire s'envoler les groupes en effervescence vers de nouveaux lendemains qui chantent, ou bien, plus prosaïquement, initier un déferlement de propos injurieux ou diffamatoires et des rafales d'appels à la haine ou à la violence contre les mauvais sujets ou les ennemis désignés.

### Ambiguïtés et fantasmes

Associée à l'accusation de corruption lancée contre les élites, on trouve souvent celle de conspiration des élites contre « le peuple » ou « les peuples ». En France, d'après une enquête réalisée par l'Ifop en décembre 2018, cette vision complotiste des élites (gouvernants, dominants, dirigeants, etc.) et, d'une façon générale, les croyances complotistes sont plus répandues chez les moins de 35 ans, les moins diplômés et les catégories sociales les plus défavorisées<sup>37</sup>, qui votent plus que la moyenne pour les extrêmes. En outre, sachant que les « gilets jaunes » sont majoritairement issus de la « France périphérique<sup>38</sup> » – celle des catégories modestes, précarisées, des « perdants de la mondialisation » –, il s'avère que la porosité de ces derniers et de leurs sympathisants aux thématiques complotistes est nettement plus élevée que dans le reste de la population<sup>39</sup>. Chez « ceux d'en bas », le complotisme va de pair avec une forte défiance à l'égard des élites et des médias traditionnels et avec un scepticisme croissant vis-à-vis des « bienfaits » de la mondialisation, aux valeurs et aux normes de laquelle les élites appellent les peuples à s'adapter pour ne pas disparaître. C'est en ce sens qu'on

---

37 Voir Rudy Reichstadt, « Enquête complotisme 2019 : les grands enseignements », 6 février 2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-les-grands-enseignements>. D'après l'enquête réalisée par l'Ifop en décembre 2018, 21% des répondants se montrent très perméables aux théories du complot.

38 Voir Christophe Guilluy, *La France périphérique. Comment on a sacrifié les classes populaires*, Paris, Flammarion, 2014 ; *id.*, « Les Gilets jaunes demandent du respect, le pouvoir répond par l'insulte ! » (propos recueillis par Daoud Boughezala, Élisabeth Lévy & Gil Mihaely), 4 décembre 2018, <https://www.causeur.fr/christophe-guilluy-gilets-jaunes-156757>.

39 Jérôme Fourquet, « Enquête complotisme 2019 : focus sur le mouvement des gilets jaunes », 11 février 2019, <https://jean-jaures.org/nos-productions/enquete-complotisme-2019-focus-sur-le-mouvement-des-gilets-jaunes>. Voir aussi Gérald Bronner, Florian Cafiero & Laurent Cordonnier, « Les “gilets jaunes” au risque du complotisme », 14 février 2019, <https://theconversation.com/les-gilets-jaunes-au-risque-du-complotisme-111644>.

peut affirmer que « populisme » rime avec complotisme et avec « antimondialisme ». Mais cette observation est loin d'épuiser la question complexe du populisme.

Depuis le début des années 2000, la crise des démocraties représentatives est parfois interprétée comme l'indice d'un passage à la « post-démocratie », cette dernière étant définie par la dissociation entre ce que fait un gouvernement et ce que les citoyens qui l'ont élu voudraient qu'il fit<sup>40</sup>. D'où, chez les citoyens-électeurs, le sentiment d'une trahison permanente des élites gouvernantes, qui alimente leur indignation, leur colère ou leur révolte, mais aussi leurs fantasmes. Ce qu'on appelle « populisme » est avant tout une série de symptômes de cette crise et un ensemble informel de propositions, souvent floues et contradictoires, censées permettre de la surmonter. On observe que les multiples campagnes contre les mouvements et les partis populistes ne les ont pas fait disparaître de la scène. Le contraire est vrai : les critiques qu'ils ont suscitées semblent avoir augmenté leur attractivité. C'est que ces critiques sont aussitôt disqualifiées car attribuées aux élites cyniques qui feraient profession de tromper et de trahir le peuple fier et sans reproche. On ne lutte pas efficacement contre une crise profonde en se contentant d'en critiquer les symptômes.

La question se complique en raison de l'équivocité du terme « populisme », dans lequel sont amalgamées deux significations polémiques contradictoires et concurrentes. Ce terme renvoie en effet, d'une part, à des mobilisations contre l'immigration ou l'islamisme, qu'on juge d'extrême droite, racistes, nationalistes et xénophobes, et, d'autre part, à des mobilisations contre le néolibéralisme et les oligarchies internationales, qu'on classe spontanément à l'extrême gauche. Dans le premier cas, « populiste » qualifie ce qu'on rejette globalement au nom de « la démocratie » – en fait, des valeurs et des normes de la démocratie libérale-pluraliste. Dans le deuxième cas, « populiste » qualifie ce qu'on loue sous certaines conditions. Il y a donc un « bon » et un « mauvais » populisme, selon les points de vue. Les uns, les plus nombreux, réduisent le populisme à un repli identitaire inquiétant, les autres présentent le populisme comme une saine résistance à la mondialisation sauvage, et soulignent son potentiel « révolutionnaire » ou « émancipatoire ». Les uns appellent donc à combattre le populisme, les autres à le célébrer et à le soutenir. La confusion des valeurs et des normes règne dans le paysage populiste mondial.

### **« Populisme » : le nom de la menace**

On dénonce souvent ou l'on célèbre parfois bruyamment « le populisme », mais l'on ne se presse pas pour le définir, à quelques rares exceptions près<sup>41</sup>.

---

40 Colin Crouch, *Post-démocratie* [2004], tr. fr. Yves Coleman, Bienne-Paris, Diaphanes, 2013.

41 On doit saluer les travaux pionniers de Margaret Canovan, dont aucun ouvrage n'a été traduit en français : *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, & Londres, Junction Books,

Lorsqu'on le dénonce, comme on le fait souvent depuis le milieu des années 1980, « le populisme » renvoie confusément à trois phénomènes politiques distincts supposés connus et jugés répulsifs : l'extrême droite, le nationalisme (ou le « nativisme<sup>42</sup> ») et la démagogie. Et ce, alors même qu'on peut voir dans certaines mobilisations dites populistes l'expression d'une demande de démocratie « véritable », « authentique » ou « vivante », qu'on ne saurait dire « extrémiste » ni « de droite »<sup>43</sup>. Et aussi, alors que le principe de la souveraineté du peuple est célébré par les « populistes » assumés ou désignés non moins que par leurs ennemis qui se disent « démocrates ». D'où la question : pourquoi ces amalgames persistants du populisme avec l'extrême droite, l'autoritarisme et l'antidémocratie ? Qu'est-ce qui justifie qu'on fasse rimer « populisme » et « extrémisme » ? On peut trouver un élément de réponse dans le fait que, depuis les années 1950, disons pour simplifier depuis l'époque du maccarthysme et du poujadisme, la plupart de ceux qui ont analysé le phénomène dit populiste étaient des spécialistes de l'extrême droite, du fascisme ou du néofascisme<sup>44</sup>. Ils ont ainsi imposé le paradigme extrême-droitier aux travaux sur les mobilisations dites populistes. L'approche extrême-droitière du populisme s'est ensuite banalisée par les effets conjugués du biais de disponibilité et du biais de confirmation d'hypothèse. Mais le pli a été pris dans les recherches académiques comme dans les commentaires journalistiques : on ne traite guère du populisme qu'en l'interprétant comme une forme d'extrémisme. Et ce, en dépit des tentatives récentes de redonner un sens positif au mot « populisme », de l'extrême droite à l'extrême gauche, de Steve Bannon et de Matteo Salvini à Chantal Mouffe, Jean-Luc Mélenchon ou Pablo Iglesias.

Certes, les historiens rappellent avec l'érudition requise que le phénomène nommé « populisme » a des origines multiples, observables à partir de la fin du

---

1981 ; « Trust the People! Populism and the Two Faces of Democracy », *Political Studies*, 47 (1), mars 1999, pp. 2-16.

42 Le mot « nativisme », au sens étatsunien du terme, désigne la peur ou le ressentiment envers les immigrants, perçus comme menaçant l'identité ou le mode de vie du pays d'accueil. Voir Hans-Georg Betz, « Contre la mondialisation : xénophobie, politiques identitaires et populisme d'exclusion en Europe occidentale », *Politique et Sociétés*, 21 (2), 3<sup>e</sup> trimestre 2002, pp. 9-28 (en partic. pp. 12-14) ; *id.*, « Nativism Across Time and Space », *Swiss Political Science Review*, 23 (4), décembre 2017, pp. 335-353 ; Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge & New York, Cambridge University Press, 2007, pp. 18-20. Sur les différents sens du mot « nativisme », voir John Higham, *Strangers in the Land: Patterns of American Nativism 1860-1925* [1955], 2<sup>e</sup> édition corrigée avec une nouvelle préface, New York, Atheneum, 1963 ; David H. Bennett, *The Party of Fear: From Nativist Movements to the New Right in American History*, Chapel Hill, NC, University of North Carolina Press, 1988 ; Second Edition, New York, Vintage Books, 1995 ; James Clifford, « Indigenous Articulations », *The Contemporary Pacific*, 13 (2), automne 2001, pp. 468-490.

43 Voir par exemple Joseph F. Zimmermann, *Participatory Democracy: Populism Revived*, New York, Praeger Publishers, 1986 ; David Butler & Austin Ranney (eds.), *Referendums Around the World: The Growing Use of Direct Democracy*, Basingstoke, Macmillan, 1994.

44 Voir par exemple Cas Mudde, *The Ideology of the Extreme Right*, Manchester & New York, Manchester University Press, 2000 ; Piero Ignazi, *Extreme Right-Wing Parties in Western Europe*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2003.

XIX<sup>e</sup> siècle en Europe et en Amérique du Nord, et les politistes académiques font leur travail – non sans se répéter depuis une trentaine d’années –, en s’efforçant de décrire précisément le phénomène, de classer ses formes diverses, de mesurer leur importance et, si possible, d’expliquer ce qu’ils perçoivent presque tous comme un « danger pour la démocratie ». Les uns analysent « les populismes » dans le monde ou dans telle région du monde, ils les comparent et étudient leurs évolutions respectives en s’interrogeant parfois sur leurs causes<sup>45</sup>, les autres constatent rituellement le « retour du populisme » ou « des populismes<sup>46</sup> » et en décrivent les différents aspects, notamment en Europe et aux États-Unis, tandis que, pour la plupart, les acteurs politiques et les journalistes s’inquiètent ou font mine de s’inquiéter de la « montée du populisme » ou « des populismes », ou encore de la « tentation populiste<sup>47</sup> ». Tous présupposent que le phénomène dont ils parlent est chose bien connue. On est en droit d’en douter. Étiqueter n’est pas définir. Et, bien sûr, déplorer et condamner ne revient pas à conceptualiser.

« Populisme » : tel est donc désormais, dans les médias, le nom de la menace, voire de l’ennemi. On peut s’en féliciter, avec un grain d’ironie : il n’y a pas de politique sans désignation de l’ennemi, ce dernier serait-il largement fantasmé, voire chimérique. Mais il n’y a toujours pas de consensus sur ce qu’est « le populisme », notion floue et terme d’usage polémique, devenue depuis une trentaine d’années, dans le discours politico-médiatique dominant, une étiquette diabolisante<sup>48</sup>. Et l’on est en droit de douter qu’un accord soit possible sur la définition du phénomène polymorphe, protéiforme et ambivalent nommé « populisme ». Il n’y a pas de populisme « pur » : tout phénomène populiste est imbriqué dans des mobilisations de divers types, centrées sur des revendications sociales ou identitaires, souvent mêlées. La journaliste turque Ece Temelkuran fait justement remarquer : « Cette expression, “montée du populisme”, est commode pour notre époque. D’une part, elle masque le contenu idéologique de droite des mouvements en question et, d’autre part, elle n’explique en rien le désir suspect du *je* de se fondre en *nous*<sup>49</sup>. » Encore faut-il noter, tout d’abord, qu’il y a « droite » et « droite », ce qui devrait conduire les politistes à définir ce qu’ils

---

45 Guy Hermet, *Les Populismes dans le monde. Une histoire sociologique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2001 ; Cas Mudde & Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, Oxford & New York, Oxford University Press, 2017 ; tr. fr. Benoîte Dauvergne : *Brève introduction au populisme*, La Tour d’Aigues, Éditions de l’Aube & Paris, Fondation Jean-Jaurès, 2018.

46 Bertrand Badie & Dominique Vidal (dir.), *Le Retour des populismes. L’état du monde 2019*, Paris, La Découverte, 2018. Il faudrait parler d’un nouveau « retour ». Voir Pierre-André Taguieff (dir.), *Le Retour du populisme. Un défi pour les démocraties européennes*, Paris, Encyclopædia Universalis France, 2004.

47 Maël de Calan, *La Tentation populiste*, Paris, Éditions de l’Observatoire/Humensis, 2018. Rappel ironique : Olivier Ihl, Janine Chêne, Éric Vial & Ghislain Waterlot (dir.), *La Tentation populiste au cœur de l’Europe*, Paris, La Découverte, 2003.

48 Voir Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique : du mirage conceptuel aux vrais problèmes », *Vingtième siècle. Revue d’histoire*, n° 56, octobre-décembre 1997, pp. 4-33.

49 Ece Temelkuran, *Comment conduire un pays à sa perte. Du populisme à la dictature*, tr. fr. Christel Gaillard-Paris, Paris, Stock, 2019, p. 42.

entendent par le qualificatif « de droite » (dans l'expression « populisme de droite »), ensuite que le désir du *je* de refuser de se reconnaître en un *nous* n'est pas moins « suspect » que le désir contraire.

Rappelons simplement que les populismes historiques qu'on peut considérer comme originaires ou fondateurs, le populisme russe et le populisme américain de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, comportaient, outre leur posture protestataire, une dimension utopique et un contenu programmatique, avec un fort souci d'éduquer les masses. Il n'en va pas de même pour les populismes contemporains qui, « désutopisés », se caractérisent par leur offre politique extrêmement pauvre, qui se réduit à une dénonciation plus ou moins virulente de l'« establishment » ou du « système » et à une posture « démagogique » alimentée par l'envie, la jalousie sociale ou le ressentiment à l'égard des élites, sur la base d'une blessure, d'une humiliation ou d'une violence subie<sup>50</sup>. Leurs leaders visent à exploiter les situations de crise et les passions populaires plutôt qu'à éduquer les masses.

### **Le conflit des interprétations et l'idéalisation du peuple**

Nous sommes enclins à projeter hâtivement sur le « populisme » nos craintes, nos hantises, nos rejets, nos répulsions. Mais aussi, depuis quelques années, nos aspirations et nos espoirs, non sans naïveté. Quelques intellectuels marginaux, survivants d'un marxisme revu par Althusser et Gramsci<sup>51</sup> avant d'être agrémenté d'emprunts à Carl Schmitt<sup>52</sup>, osent aujourd'hui y projeter leurs rêves d'une « démocratie radicale », qu'ils baptisent paresseusement « populisme de gauche<sup>53</sup> ». Mais que signifie ici « de gauche » ? De quelle « gauche » s'agit-il ?

---

50 Voir Marc Angenot, *Les Idéologies du ressentiment*, Montréal, XYZ éditeur, 1997 ; Marc Ferro, *Le Ressentiment dans l'histoire. Comprendre notre temps*, Paris, Odile Jacob, 2007.

51 Voir par exemple Ernesto Laclau « Towards a Theory of Populism », in *id.*, *Politics and Ideology in Marxist Theory : Capitalism-Fascism-Populism*, Londres, Verso, 1979, pp. 143-198 (1<sup>ère</sup> éd., Londres, New Left Books, 1977). Le théoricien politique argentin Ernesto Laclau (1935-2014), ancien péroniste de gauche devenu marxiste avant de se rallier à certaines thèses de Gramsci, est considéré comme le chef de file du courant qui s'est baptisé « post-marxiste ». Pour une critique marxiste, voir Atilio Borón, « Post-marxisme ? Crise, recomposition ou liquidation du marxisme dans l'œuvre d'Ernesto Laclau » (1996), tr. fr. anonyme, 21 juin 2017, <https://semillasdelsur.wordpress.com/2017/06/21/post-marxisme-crise-recomposition-ou-liquidation-du-marxisme-dans-loeuvre-de-ernesto-laclau-1/>.

52 Le néo-gauchisme schmittien est parfaitement représenté par la « théoricienne politique » belge Chantal Mouffe : *Le Politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, Paris, La Découverte/MAUSS, 1994, pp. 120-142 ; *Le Paradoxe démocratique* [2005], tr. fr. Denyse Beaulieu, Paris, Beaux-Arts de Paris éditions, 2016, puis 2018, pp. 43-62.

53 Chantal Mouffe, « Pour un populisme de gauche » (propos recueillis par Marc-Olivier Bherer), 20 avril 2016, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/20/chantal-mouffe-pour-un-populisme-de-gauche\\_4905460\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2016/04/20/chantal-mouffe-pour-un-populisme-de-gauche_4905460_3232.html); *id.*, *Pour un populisme de gauche*, tr. fr. Pauline Colonna d'Istria, Paris, Albin Michel, 2018. Pour une critique marxisante, voir Claudia Cinatti, « Chantal Mouffe et le populisme du possible », 16 février 2019, <https://www.revolutionpermanente.fr/Chantal-Mouffe-et-le-populisme-du-possible>. Voir aussi Chantal Mouffe & Íñigo Errejón, *Construire un peuple. Pour une radicalisation de la démocratie* [2015], tr. fr. François Delprat, préface de Gaël Brustier, Paris, Les Éditions du Cerf, 2017, pp.



Qu'est-ce donc que la « véritable gauche » que ces intellectuels néo-gauchistes appellent de leurs vœux ? Et l'on attend toujours de leur part une définition rigoureuse de ce qu'ils entendent par « radical », « radicaliser » ou « radicalisation », mots magiques d'usage rituel dans les milieux néo-gauchistes qui se disent avec pédantisme « post-marxistes anti-essentialistes ». S'agit-il simplement, selon la formule célèbre de Marx, de « prendre les choses par la racine », la racine étant « l'homme lui-même » ? Mais quelle peut en être la traduction politique ? Une politique « humaniste » ou « à visage humain » ? La formule est aussi usée que celle de « politique de civilisation ».

Les idéologues du « populisme de gauche » attribuent deux avantages principaux à la « démocratie radicale », qu'ils opposent à la démocratie libérale : elle serait « plus inclusive » et elle réintroduirait de la conflictualité dans l'espace public, ce qui, selon eux, renforcerait la démocratie plutôt qu'elle ne l'affaiblirait. Celle-ci se transformerait en une « démocratie agonistique<sup>54</sup> » s'inscrivant dans un « espace public oppositionnel<sup>55</sup> ». Elle favoriserait la mobilisation des secteurs exclus de la société en vue de modifier le statu quo. Chez les nostalgiques du communisme, cela signifie, en clair, réactiver la lutte des classes tout en donnant des gages aux milieux néo-gauchistes qui ont érigé la « lutte contre l'exclusion » et « l'idéal d'inclusion » en méthode de salut. Le contenu idéologique du « populisme de gauche » ou de la « démocratie radicale et plurielle<sup>56</sup> » se réduit à ce mélange d'anticapitalisme, d'antiracisme et d'anti-sexisme (ou de néo-féminisme « radical »)<sup>57</sup>, souvent agrémenté de thèmes écologiques. Ses théoriciens lui attribuent généreusement une force d'« émancipation », autre terme magique qui, comme « radical » ou « pluriel », est dénué de contenu conceptuel. Ce sont là des mots-drapeaux, qui font rêver les militants anticapitalistes et antilibéraux, mais empêchent de penser.

L'idéal d'une telle démocratie « radicale » est souvent assimilé à celui de la « démocratie directe », sans que la réflexion sur cette question difficile soit à la

---

193-201. Ernesto Laclau est à l'origine de ce courant, qui a inspiré notamment les partis d'extrême gauche Podemos (Espagne) et Syriza (Grèce), ainsi que, dans une certaine mesure, La France insoumise de Jean-Luc Mélenchon. Voir Ernesto Laclau, *La Raison populiste* [2005], tr. fr. Jean-Pierre Ricard, Paris, Le Seuil, 2008. Chantal Mouffe a été l'épouse, la disciple et la collaboratrice de Laclau. Pour une critique d'extrême gauche du « populisme de gauche », voir Slavoj Žižek, « La tentation populiste », in Heinrich Geiselberger (dir.), *L'Âge de la Régression* 2017, tr. fr. Frédéric Joly & Jean-Marie Saint-Lu, Paris, Éditions Premier Parallèle, 2017, [pp. 297-317], pp. 307-310 ; Albert Ogien & Sandra Laugier, *Antidémocratie*, Paris, La Découverte, 2017, 67-73.

54 Chantal Mouffe, « Deliberative Democracy or Agonistic Pluralism ? », *Social Research*, 66 (3), automne 1999, pp. 745-758 ; *id.*, *Agonistique. Penser politiquement le monde*, Paris, Beaux-Arts de Paris éditions, 2014.

55 Oskar Negt, *L'Espace public oppositionnel*, textes choisis, introduits et traduits par Alexander Neumann, Paris, Payot, 2007.

56 Chantal Mouffe, *Le Politique et ses enjeux. Pour une démocratie plurielle*, *op. cit.*, pp. 27-45 ; *id.*, *Pour un populisme de gauche*, *op. cit.*, pp. 13-14.

57 Judith Butler, « Le populisme de gauche doit servir une démocratie plus inclusive » (propos recueillis par Marc-Olivier Bherer), 15 avril 2017, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/15/judith-butler-le-populisme-de-gauche-doit-servir-une-democratie-plus-inclusive\\_5111802\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2017/04/15/judith-butler-le-populisme-de-gauche-doit-servir-une-democratie-plus-inclusive_5111802_3232.html).

hauteur des variations incantatoires sur l'expression magique<sup>58</sup>. Devant toute mobilisation populiste, la première question qui se pose est de savoir s'il s'agit, pour les leaders, de détruire la démocratie représentative ou de la revivifier en la rénovant. Vise-t-on à instaurer un gouvernement autoritaire dans le sillage d'une démocratie plébiscitaire, ou bien à favoriser la participation de tous les citoyens à la prise de décision ? Quand on prône la démocratie directe, on se contente en général de célébrer le recours au référendum d'initiative populaire, en le rebaptisant, à la française (l'adjectivation du mot « citoyen » étant devenue une mode langagière<sup>59</sup>), « référendum d'initiative citoyenne » – telle est la procédure politique censée revivifier la démocratie en France que le mouvement « apolitique » et éclaté des « gilets jaunes » a fini par mettre en avant.

L'utopie sympathique d'une démocratie participative et permanente risque cependant de ne déboucher que sur un « débattisme<sup>60</sup> » sans fin, méconnaissant le fait que la politique est fondamentalement prise de décision, et non pas simple délibération sur le mode de palabres sans conclusion. La pensée vague et « sloganique » des intellectuels de gauche répond en sortant d'autres vieux mots magiques, mis en branle par l'opérateur progressiste (« toujours plus ») : toujours plus d'égalité et de liberté. Refrain connu et réconfortant pour certains, mais programme politique un peu court, qui flotte dans le ciel des abstractions...

Le conflit des interprétations tourne autour du sens et de la valeur qu'on accorde au peuple, du moins à ce qu'on entend par le mot « peuple<sup>61</sup> ». Alors que les adeptes de l'individualisme libéral se méfient du peuple, sujet collectif soupçonné d'obéir à des passions négatives ou d'avoir des réactions irrationnelles, et qu'ils diabolisent en conséquence, les dénonciateurs du néolibéralisme ou du capitalisme mondialisé procèdent à une inversion de la diabolisation : ils transfigurent le mauvais sujet et tendent à l'angéliser, ils l'investissent d'une promesse de salut. C'est là le cœur du projet révolutionnaire moderne, qui se pense comme mode de réalisation de l'idéal démocratique. C'est là aussi postuler que ce que veut le peuple est intrinsèquement juste et bon. La « volonté du peuple », nom moderne de la *vox populi*, est ainsi sacralisée. Mais elle est aussi

---

58 Pierre-André Taguieff, « De la démocratie directe » (I), *République*, n° 8, hiver 1989-1990, pp. 101-113 ; *id.*, « De la démocratie directe » (II), *République*, n° 9, printemps-été 1990, pp. 121-130 ; Yannis Papadopoulos, *Démocratie directe*, Paris, Economica, 1998.

59 Depuis les années 1990, les emplois de l'adjectif « citoyen » recouvrent ceux des adjectifs « républicain » ou « civique », avec un supplément de sens, en ce que le qualificatif « citoyen » suggère militantisme et engagement en dehors du système politique institutionnel, considéré comme figé. Voir Luc Borot, « L'adjectif "citoyen" », *Cités*, n° 3, 2000, pp. 231-235.

60 « Débattisme » est un néologisme vraisemblablement créé par le journaliste Bertin l'Aîné (1766-1841), directeur du *Journal des débats* de 1800 à sa mort. Voir Jean-Paul Clément, *Bertin ou la naissance de l'opinion. Le Journal des débats littéraires et politiques*, Paris, Éditions de Fallois, 2018, p. 140. L'historien cite Alfred Pereire, *Le Journal des débats politiques et littéraires 1814-1914*, Paris, Édouard Champion, 1924, p. 88.

61 Voir Paul Taggart, *Populism*, Buckingham (UK) & Philadelphie, Open University Press, 2000, pp. 91-98 ; Margaret Canovan, « "People", Politicians and Populism », *Government and Opposition*, 19 (3), été 1984, pp. 312-327 ; *id.*, *The People*, Cambridge, UK, & Malden, MA, USA, Polity Press, 2005.

instrumentalisée et manipulée, aujourd'hui comme naguère sous des régimes autoritaires ou totalitaires. Rappelons à ce propos la remarque lucide du physicien Heinz R. Pagels : « Ceux qui se réclament d'une certaine conscience collective, de la "volonté du peuple", par exemple, le font habituellement pour servir leurs propres opinions politiques ou sociales<sup>62</sup>. » La critique démystificatrice ne devrait pas ménager l'idée de « volonté du peuple ».

Ajoutons que lesdites opinions peuvent être l'expression d'intérêts réels ou rationnels – des intérêts de classe, par exemple –, ou bien ne refléter que des croyances et des aspirations relevant d'utopies ou de mythes politiques. C'est cette immaculée conception du peuple, naïve ou feinte, qui forme le socle du prétendu « populisme de gauche », retour anachronique d'un « sans-culottisme » aussi velléitaire qu'imaginaire. Comme le notait Leszek Kolakowski en 1957, « la gauche secrète les utopies comme le pancréas l'insuline, en vertu d'une loi naturelle<sup>63</sup> ». Le phénomène de la fausse conscience n'épargne pas plus les intellectuels de gauche que leurs ennemis déclarés. Mais ces derniers ne bénéficient pas de la bonne conscience des premiers. Le confort intellectuel est le bourgeoisisme de l'homme de gauche, aussi « radical » qu'il puisse s'imaginer.

### **Définir ? Populisme et démocratie**

Tout leader populiste invoque « le peuple », la « volonté » ou la « souveraineté du peuple ». Mais l'invocation du peuple, comme telle, ne constitue pas un trait distinctif du populisme. Elle est partagée par tous ceux qui se réclament de la démocratie, définie, selon la célèbre formule d'Abraham Lincoln, comme le « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». Mais l'on sait que la démagogie suit la démocratie comme son ombre. Elle en constitue l'envers banal et la pathologie normale. On peut concevoir le populisme comme une pathologie de la démocratie représentative<sup>64</sup>. Dans un régime démocratique, l'élection d'un acteur politique a pour condition de possibilité, plus que la cohérence et la faisabilité de son projet, son habileté dans l'art de séduire et de flatter, voire de tromper. La démagogie est la chose du monde la mieux partagée dans les démocraties d'opinion, et le phénomène s'aggrave en raison de l'importance croissante que prennent les réseaux sociaux dans l'émergence des

---

62 Heinz R. Pagels, *L'Univers quantique* [1982], tr. fr. Jacques Corday, Paris, InterÉditions, 1985, p. 118.

63 Leszek Kolakowski, « Le sens idéologique de la notion de gauche » (février 1957), in Jean-Jacques Marie & Balázs Nagy (textes choisis et traduits sous la direction de), *Pologne-Hongrie 1956 ou « Le Printemps en Octobre »*, textes présentés par Pierre Broué, Paris, Études et Documentation internationales, 1966, p. 109.

64 Voir Pierre-André Taguieff, « Le populisme et la science politique... », art. cit., pp. 5, 16 ; *id.*, *L'Illusion populiste. De l'archaïque au médiatique*, Paris, Berg International, 2002, pp. 25, 103-104 ; nouvelle éd. refondue : *L'Illusion populiste. Essai sur les démagogies de l'âge démocratique*, Paris, Flammarion, 2007, pp. 99-100, 195 ; Yves Mény & Yves Surel, « The Constitutive Ambiguity of Populism », in Y. Mény & Y. Surel (eds.), *Democracies and the Populist Challenge*, Basingstoke (UK) & New York, Palgrave, 2002, pp. 3-7.

mouvements d'opinion. Ce qui caractérise les leaders dits populistes, ce n'est pas leur discours démagogique, c'est le fait que ce discours est pleinement reconnu comme tel par une majorité de citoyens.

La difficulté tient selon moi à ce que le populisme est un style politique compatible avec toutes les grandes idéologies politiques : libéralisme, conservatisme, socialisme, nationalisme, etc. Il est dénué de spécificité idéologique. Contrairement à ce que certains experts, défenseurs d'une « approche idéationnelle<sup>65</sup> » du populisme » affirment, il n'est pas une « vision du monde » sommaire, ni une « idéologie mince » (thin-centered ideology<sup>66</sup> »), c'est-à-dire peu substantielle. Voilà pourquoi il est trompeur d'opposer simplement, par exemple, populisme et libéralisme<sup>67</sup>, ou populisme et socialisme. Toutes les synthèses sont possibles. Au pouvoir, respectivement au Pérou et en Italie, Alberto Fujimori et Silvio Berlusconi ont illustré des combinaisons diverses de populisme et de libéralisme, comme Hugo Chávez, au Venezuela, une combinaison de populisme et de socialisme national.

Il en va de la notion de populisme comme de celles de peuple et de démocratie : leur ambiguïté sémantique et leur indétermination conceptuelle en font des termes d'un emploi difficile. De quoi parle-t-on exactement ? Telle la question qu'il convient de poser face à tout emploi des termes « peuple », « populisme » et « démocratie ». Comme le note Éric Weil dans l'un de ses plus beaux livres, *Philosophie politique*, « il ne suffit pas (...) de parler de *démocratie* pour que les citoyens soient capables ou seulement désireux de prendre part aux décisions qui règlent le sort de la communauté<sup>68</sup> ». Mais, surtout, « le terme de *démocratie* est d'un emploi tellement difficile qu'il vaudrait presque mieux renoncer à son emploi<sup>69</sup> ». Et le philosophe de pointer les raisons de se méfier des fausses lumières du mot « démocratie » :

« Pris dans son sens étymologique, il [le mot *démocratie*] ne recouvre aucune réalité : le *peuple*, opposé aux institutions sociales et politiques qui lui donnent une structure et la possibilité de réfléchir et d'agir, n'existe pas en tant qu'unité et, à plus forte raison, ne décide de rien. Les décisions, la réflexion, l'action sont l'affaire des institutions – et c'est à ces institutions que le

---

65 Cas Mudde & Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Brève introduction au populisme*, op. cit., pp. 18-23. Voir aussi Cas Mudde, « Populism: An Ideational Approach », in Cristóbal Rovira Kaltwasser, Paul Taggart, Paulina Ochoa Espejo & Pierre Ostiguy (eds.), *The Oxford Handbook of Populism*, Oxford (UK) & New York, Oxford University Press, 2017, pp. 27-47 ; Kirk A. Hawkins & Cristóbal Rovira Kaltwasser, « The Ideational Approach to Populism », *Latin American Research Review*, 52 (4), 1<sup>er</sup> octobre 2017, pp. 1-16 ; Kirk A. Hawkins, Ryan E. Carlin, Levente Littvay & Cristóbal Rovira Kaltwasser (eds.), *The Ideational Approach to Populism: Concept, Theory, and Analysis*, New York, Routledge, 2018.

66 Cas Mudde, « Populism in the Twenty-First Century: An Illiberal Response to Undemocratic Liberalism », 2018, <https://www.sas.upenn.edu/andrea-mitchell-center/cas-mudde-populism-twenty-first-century>.

67 William H. Riker, *Liberalism Against Populism: A Confrontation Between the Theory of Democracy and the Theory of Social Choice*, San Francisco, W. H. Freeman and Company, 1982.

68 Éric Weil, *Philosophie politique* [1956], 3<sup>e</sup> éd., Paris, Vrin, 1971, pp. 172-173.

69 *Ibid.*, pp. 172-173, note 1.

terme de *démocratie*, dans l'acceptation indiquée et qui n'est pas celle des seuls philologues, oppose le peuple. C'est le gouvernement qui réfléchit et agit, et il peut le faire avec l'aide et le concours d'une *représentation* du peuple, non du *peuple* (même dans la démocratie directe, c'est une partie qui *représente* le peuple). Si, en revanche, on nomme démocratique tout gouvernement qui jouit de l'adhésion des citoyens, les différences de forme n'entrent plus en ligne de compte, et le gouvernement le plus autocratique peut être plus *démocratique* que tel régime constitutionnel<sup>70</sup>. »

Au tout début de son grand livre sur la démocratie, Giovanni Sartori glissait cette remarque allant dans le même sens : « Par quelque penchant au paradoxe, on pourrait définir la démocratie comme le nom pompeux de quelque chose qui n'existe pas<sup>71</sup>. » Les politistes Yves Mény et Yves Surel ont suggéré d'appliquer au « peuple » cette remarque de Sartori<sup>72</sup>. Mais elle s'applique à plus forte raison au « populisme ». On pourrait faire bien souvent l'économie du mot « populisme », qui obscurcit les analyses de certains phénomènes politiques mal identifiés, et parler plutôt de démagogie, laquelle peut, comme le populisme-style, se mettre au service de n'importe quelle idéologie. Il faut rappeler le constat sceptique des participants prestigieux au colloque sur le populisme organisé les 20 et 21 mai 1967 à la *London School of Economics* : « Tous les participants sont tombés d'accord pour dire que le sujet est trop vaste non seulement pour répondre à une définition unique, mais encore pour être épuisé par une seule discussion<sup>73</sup>. »

On peut bien sûr qualifier de « populistes » les expressions politiques de la défiance à l'égard de la démocratie représentative et de son pluralisme libéral. On peut préciser que les idéologues dits « populistes » se reconnaissent à leur mépris pour les médiations institutionnelles, instituant un face-à-face entre le leader charismatique et le peuple. Et ajouter que le « démagisme » constitue l'idéologisation ou la traduction programmatique sommaire du style populiste. Mais cela ne suffit pas à définir conceptuellement le populisme. On doit se contenter d'une définition descriptive, susceptible de satisfaire deux modestes critères : conformité aux faits et commodité.

Dans cette perspective, en m'efforçant d'être le plus neutre possible, je définis

---

70 *Ibid.*, p. 173.

71 Giovanni Sartori, *Democratic Theory*, New York, Praeger, 1965, p. 3 ; tr. fr. Christiane Hurtig : *Théorie de la démocratie*, Paris, Armand Colin, 1973, p. 3.

72 Yves Mény & Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, 2000, p. 215.

73 Voir Isaiah Berlin *et al.*, « To Define Populism », *Government & Opposition*, 3 (2), avril 1968, pp. 137-179. Parmi les universitaires présents au colloque de mai 1967 : Isaiah Berlin, Ernest Gellner, Richard Hofstadter, Kenneth Minogue, Alain Touraine et Franco Venturi. Sur la question définitionnelle, voir Margaret Canovan, *Populism*, New York, Harcourt Brace Jovanovich, & Londres, Junction Books, 1981 ; Paul Taggart, *Populism*, Buckingham & Philadelphie, Open University Press, 2000 ; Christa Delwicks, « Populism », juin 2009, [https://www.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/cis-dam/CIS\\_DAM\\_2015/WorkingPapers/Living\\_Reviews\\_Democracy/Deiwiki.PDF](https://www.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/cis-dam/CIS_DAM_2015/WorkingPapers/Living_Reviews_Democracy/Deiwiki.PDF).

le populisme en tant que style politique<sup>74</sup>, d'une part, par l'éloge du peuple, voire le culte affiché du peuple, et plus particulièrement des classes populaires, célébrées comme « saines », « honnêtes » ou « authentiques », ou, en version savante (« orwellienne »), comme incarnant la « décence commune », et, d'autre part, par l'appel au peuple lancé par un tribun, un appel direct soit au peuple tout entier, soit à la « partie basse » du peuple, à la plèbe, à la « multitude », aux « vrais gens ». Cet appel au peuple est fortement personnalisé : pour que le discours du tribun soit mobilisateur, il faut que le tribun soit un chef charismatique. L'éloge du peuple dégénère en démolâtrie, l'appel au peuple dégénère en démagogie. Les trois premiers traits du populisme rapporté au comportement du leader sont donc l'appel au peuple, un appel direct, sans médiations, et, en principe, au peuple tout entier (sur le modèle du « *populus romanus* »), mais, en fait, au « vrai » peuple – défini par exclusion de tous ceux qui sont perçus comme étrangers audit peuple. S'y ajoute un quatrième trait : l'appel au peuple, idéalisé comme « bon » ou « vertueux », est avant tout un appel contre les élites en place jugées corrompues et incompetentes, et ainsi diabolisées. Mais l'appel au peuple peut aussi être dirigé contre les institutions et contre les organisations médiatrices (partis, syndicats, etc.). D'où cette définition formelle par la posture : « être contre, et ce, au nom du peuple ». Il faut que « le peuple » soit invoqué pour « illégitimer » ce qui n'est pas lui. C'est la formule d'un type particulier d'engagement, qui n'est pas originellement d'ordre idéologique, bien qu'il puisse par la suite se colorer de telle ou telle orientation idéologique. Le cinquième trait est l'incitation ou l'exhortation au « changement » : refus du statu quo, rejet du « système », « dégagisme », etc.

Cette structure polémique est constitutive du style populiste, qui se manifeste socialement et politiquement par la révolte contre les élites – du pouvoir, de la richesse, de la culture ou de l'intelligence. La dimension passionnelle des réactions populistes doit être pointée : derrière les mobilisations et les révoltes dites populistes, il y a un fort ressentiment contre les dirigeants et les gouvernants<sup>75</sup>. L'émotion est motrice, qu'elle prenne la figure du ressentiment, de l'envie ou de la jalousie sociale, voire de la haine sans mélange. Ces passions intellectualisées font surgir un égalitarisme vindicatif qui alimente un désir de revanche ou de vengeance dont le postulat est le suivant : tout ce qui est au-dessus du « peuple » (de « nous, le peuple ») est insupportable, tout ce qui « nous » dépasse est intolérable parce que fondamentalement injuste. Toute inégalité est

---

74 Pierre-André Taguieff, « Political Science Confronts Populism: From a Conceptual Mirage to a Real Problem », *Telos [A Quarterly Journal of Critical Thought]*, n° 103, printemps 1995, p. 9 ; *id.*, « Le populisme et la science politique... », art. cit., pp. 9-10. Sur la question, voir Karin Priester, *Populismus. Historische und aktuelle Erscheinungsformen*, Francfort/M., Campus Verlag, 2007, pp. 41-42 ; Damiano Palano, *Populismo*, Milan, Editrice Bibliografica, 2017, pp. 106-116 ; Benjamin Moffitt, *The Global Rise of Populism: Performance, Political Style, and Representation*, Stanford, CA, Stanford University Press, 2016, pp. 28-50.

75 Hans-Georg Betz, « The New Politics of Resentment: Radical Right-Wing Populist Parties in Western Europe », *Comparative Politics*, 25 (4), juillet 1993, pp. 413-427.

dénoncée comme scandaleuse. Il y a là un bricolage idéologique de la revendication de justice sociale. S'il est vrai que l'anxiété, voire l'angoisse, caractérise les individus vivant dans des sociétés déstabilisées en permanence par la globalisation, alors on peut comprendre qu'ils se regroupent, « non selon ce qu'ils perçoivent et ce qu'on perçoit comme leurs intérêts rationnels (...), mais selon *leurs peurs, leurs envies et les dénégations partagées*<sup>76</sup> ».

En outre, ce qui complique le tableau, le peuple « tout entier », soit le sujet collectif invoqué, peut être assimilé à la nation, et celle-ci au « pays réel » ou à une nation ethnique. Le « changement » souhaité ou exigé implique quelque chose comme une « purification » de la nation. L'ambiguïté du mot « peuple », *dêmos* et *ethnos*, est un élément constitutif de ce que j'appelle, depuis le début des années 1990, le « style populiste ». Car la « défense du peuple » suit plusieurs chemins. Cette ambiguïté constitutive permet de comprendre pourquoi les mouvements populistes contemporains sont soit plutôt protestataires, donc anti-statut quo, antisystème et anti-élites, soit plutôt identitaires, donc nationalistes, voire xénophobes en un sens non classique : la xénophobie ne vise plus tant les pays voisins que les flux migratoires, perçus comme menace d'invasion, à tort ou à raison, et bien sûr les immigrés, perçus comme des intrus non intégrables. En témoigne la multiplication en Europe des partis anti-immigration, dont le dynamisme croissant est observable depuis le début des années 1980.

Le protestataire et l'identitaire sont cependant de plus en plus souvent mêlés. Cet appel au peuple lancé par de nouveaux leaders donnant dans une démagogie de transgression est inséparable d'une dénonciation des élites du pouvoir, de la richesse et de la communication, jugées plus ou moins complices et corrompues et, surtout, perçues comme coupées des peuples, devenues étrangères à leurs nations d'origine ou d'appartenance. Aujourd'hui, la plupart des populismes en Europe sont des populismes identitaires incarnés par des leaders plus ou moins charismatiques. Ils présupposent une conception essentialiste et monolithique du peuple, célébré comme une communauté une et homogène, sans divisions internes<sup>77</sup>, ce qui est le propre de l'imagination nationaliste. Cette dernière présuppose comme allant de soi le primat de la solidarité interne du groupe lorsque celui-ci est reconnu comme le « vrai peuple », substantiellement homogène. On pourrait parler d'un « groupisme » au niveau national. Le « groupisme » est défini par le sociologue Rogers Brubaker comme « la tendance à considérer les groupes comme distincts, clairement différenciés, homogènes à l'intérieur et délimités à l'extérieur, et à les voir comme les composantes de base de la vie sociale, les principaux protagonistes des conflits sociaux et les unités

---

<sup>76</sup> Marc Angenot, *Les Idéologies du ressentiment*, op. cit., p. 64.

<sup>77</sup> Voir par exemple Yves Mény & Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, op. cit., pp. 217-222 ; Paul Taggart, *Populism*, op. cit., p. 92.

fondamentales de l'analyse sociale<sup>78</sup> ». Le « groupisme » de style populiste implique la loyauté inconditionnelle au groupe d'appartenance reconnu comme fondamental, qu'il soit ethnique, religieux ou social<sup>79</sup>.

Ce que j'ai appelé en 1983-84 le « national-populisme », sur la base de mes premières analyses du phénomène Le Pen<sup>80</sup>, est le produit d'un couplage du style populiste, désormais très répandu en Europe, et de l'idéologie nationaliste, refondue sur la base des postures anti-globalisation et anti-immigration, voire anti-islam. Certains auteurs contemporains préfèrent parler de « populisme identitaire de droite<sup>81</sup> », de « droite populiste<sup>82</sup> », de « droite radicale populiste<sup>83</sup> » ou de « populisme autoritaire<sup>84</sup> ». D'autres reprennent à leur compte le concept de national-populisme en privilégiant le rejet du libéralisme ou la révolte contre la démocratie libérale<sup>85</sup>. Pour la gauche libérale et européenne, c'est une évidence que le populisme est un « extrémisme » et constitue une menace pour le pluralisme libéral (« démocratique ») et la tolérance<sup>86</sup>.

Mais qu'est-ce donc que « l'extrémisme<sup>87</sup> » ? Dans la plupart des cas, dans le discours politique et médiatique, est qualifié d'« extrémiste » un individu ou un groupe considéré comme un danger pour un ordre sociopolitique qu'on juge devoir être préservé et défendu contre ses ennemis. La dimension subjective de ce jugement de valeur ne peut être éliminée : il n'existe pas de critères strictement objectifs de « l'extrémisme ». À la limite, est « extrémiste » celui avec lequel je ne suis pas d'accord ou que je considère comme un ennemi. Comme le mot

---

78 Rogers Brubaker, « Ethnicity without Groups », *European Journal of Sociology*, 43 (2), août 2002, p. 164.

79 Ivan Krastev, *Le Destin de l'Europe. Un sensation de déjà vu*, tr. fr. Frédéric Joly, Paris, Éditions Premier Parallèle, 2017.

80 Pierre-André Taguieff, « La rhétorique du national-populisme » (I), *Cahiers Bernard Lazare*, n° 109, juin-juillet 1984, pp. 19-38 ; *id.*, « La rhétorique du national-populisme » (II), *Mots*, n° 9, octobre 1984, pp. 113-139.

81 Marc Lilla, *La Gauche identitaire. L'Amérique en miettes* [2017], tr. fr. Emmanuelle & Philippe Aronson, Paris, Stock, 2018.

82 Hans-Georg Betz, *La Droite populiste en Europe. Extrême et démocrate ?*, tr. fr. Geneviève Brzustowski, préface de Pascal Perrineau, Paris, Éditions Autrement, 2004.

83 Cas Mudde, *Populist Radical Right Parties in Europe*, Cambridge & New York, Cambridge University Press, 2007 ; *id.* (ed.), *The Populist Radical Right: A Reader*, Routledge, Londres & New York, 2016.

84 Douglas Kellner, « Donald Trump as Authoritarian Populist: A Frommian Analysis », *Logos*, 15 (2-3), 2016 ; <http://logosjournal.com/2016/kellner-2/>; Alexandre Mirlicourtois, « La flambée du populisme autoritaire dans les pays émergents », 8 novembre 2018, [https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-La-flambee-du-populisme-autoritaire-dans-les-pays-emergents\\_3746473.html](https://www.xerficanal.com/economie/emission/Alexandre-Mirlicourtois-La-flambee-du-populisme-autoritaire-dans-les-pays-emergents_3746473.html).

85 Roger Eatwell & Matthew Goodwin, *National Populism: The Revolt Against Liberal Democracy*, Londres, Penguin Books, 2018.

86 Jan-Werner Müller, *Qu'est-ce que le populisme? Définir enfin la menace* [2016], tr. fr. Frédéric Joly, Paris, Éditions Premier Parallèle, 2016.

87 Voir Uwe Backes, *Les Extrêmes politiques. Un historique du terme et du concept de l'Antiquité à nos jours* [2006], tr. fr. Jean-Marie Argelès, Paris, Les Éditions du Cerf, 2011.



« populisme » le mot « extrémisme » est un terme d'usage polémique, qui fonctionne comme un opérateur d'illégitimation. La valse des étiquettes stigmatisantes ou diabolisantes – « extrême droite », « extrémisme de droite », « droite radicale », « radicalisme de droite », etc. – masque l'absence de conceptualisation des phénomènes politiques ainsi désignés<sup>88</sup>.

La vieille vision antipopuliste des libéraux classiques revient au goût du jour, à travers la formule « le peuple contre la démocratie<sup>89</sup> ». Formule creuse, relevant du discours publicitaire, tant qu'on n'a défini rigoureusement ni le peuple ni la démocratie. Or, il est douteux qu'on puisse, chez les spécialistes, s'accorder sur les définitions de ces notions de base. La distinction, devenue courante sinon claire, entre « populismes de gauche » (supposés vertueux, ou au moins sympathiques et inoffensifs) et « populismes de droite » (perçus comme dangereux) ne fait que déplacer et repousser le problème. Le propre de la rhétorique populiste n'est-il pas de neutraliser le clivage gauche-droite ? La dimension mythique du populisme ne tient-elle pas à l'effacement de cette division idéologico-politique, jugée artificielle et trompeuse dès lors qu'on lui oppose l'existence d'un peuple un et substantiel ?

### **Ni droite ni gauche, mi-droite mi-gauche**

Le propre des mouvements dits populistes est de brouiller ou d'effacer les frontières entre gauche et droite, en empruntant leurs positions idéologiques et leurs thèmes de propagande à toutes les traditions politiques. Les nouveaux partis nationaux-populistes sont en fait des rivaux inattendus pour tous les partis classiques. Disons que la gauche institutionnelle classe les populismes à droite, et que la droite les rejette à l'extrême droite, par une classique stratégie de différenciation. Mais, pour un électoraliste, le FPÖ reste à droite ou à l'extrême droite, l'UDC aussi, et le parti « La France insoumise » de Jean-Luc Mélenchon à l'extrême gauche. Malgré ses efforts, le nouveau FN n'est pas passé à gauche ! On peut y voir plutôt une vague européenne de « pop-conservatisme » à visage ou étiquette populiste.

C'est qu'il ne s'agit pas d'un courant idéologique ni d'une doctrine, mais d'une dimension et d'une pratique de la politique dans les sociétés démocratiques, ou, si l'on préfère, d'une manière intransigeante ou jusqu'au-boutiste de concevoir la démocratie, qui revient à exiger de prendre à la lettre la définition classique : « gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple ». La démocratie

---

<sup>88</sup> Voir Pierre-André Taguieff, *La Revanche du nationalisme. Néopopulistes et xénophobes à l'assaut de l'Europe*, Paris, PUF, 2015, pp. 29-67.

<sup>89</sup> Yascha Mounk, *Le Peuple contre la démocratie* [2018], tr. fr. Jean-Marie Souzeau, Paris, Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2018. Rappelons ici, non sans ironie, l'ouvrage de Guy Hermet, *Le Peuple contre la démocratie*, Paris, Fayard, 1989. Rien de nouveau sous le soleil, même venant ou revenant des États-Unis.

moderne marche en effet sur deux pieds. La souveraineté du peuple constitue le pilier populiste du régime démocratique, l'autre pilier étant le constitutionnalisme, censé encadrer et limiter l'expression de la volonté populaire tout en garantissant le pluralisme. Entre le principe de la souveraineté populaire et les présupposés normatifs de l'État de droit, les tensions sont inévitables.

Ceux qu'on appelle aujourd'hui « populistes », qu'ils se disent de droite ou de gauche, affirment vouloir redonner au peuple son pouvoir de décision, en privilégiant les consultations relevant de la démocratie directe ou semi-directe. Dans leur discours, ils mettent en avant leur critique des élites dirigeantes qui « trahissent » la volonté populaire ou « confisquent » le système démocratique. Leurs critiques s'appliquent à la démocratie représentative comme telle, dont ils récusent le fonctionnement. Ils rêvent donc d'une démocratie absolue, en quoi ils donnent dans l'utopisme.

### **Le populisme : un style politique, et non une idéologie**

Depuis les années 2000, nombreux sont les politistes qui caractérisent le populisme comme une idéologie conceptuellement « maigre » ou « mince » (*thin*)<sup>90</sup>, réductible à la vision sommaire d'une coupure entre un peuple « pur » ou vertueux et des élites corrompues, assortie de l'idée d'une « trahison » de ceux d'en bas par ceux d'en haut<sup>91</sup> – ce qui se traduit souvent par une vision complotiste des dirigeants en place. À vrai dire, c'est là un résumé ce qui se répétait chez certains spécialistes du phénomène depuis les années 1960, frappés par la pauvreté idéologique des mouvements dits populistes. On retrouve cette caractérisation dans la définition « idéationnelle » du populisme comme idéologie proposée par Cas Mudde, posant que le populisme est « une idéologie peu substantielle [*thin-centered ideology*] qui considère que la société se divise fondamentalement en deux camps homogènes et antagonistes, “le peuple pur” et “l'élite corrompue”, et qui affirme que la politique devrait être l'expression de la volonté générale du peuple<sup>92</sup> ». Il faut bien reconnaître qu'il s'agit là d'une définition aussi vague que simpliste, et qui ressemble à une pseudo-conceptualisation, à vrai dire largement répandue chez les spécialistes, politistes ou sociologues, de ce phénomène politique aux contours flous. Elle est à

---

90 La distinction entre « *thin* » et « *thick* » est empruntée au philosophe John Rawls, qui l'emploie dans sa *Théorie de la justice*. Voir aussi Michael Freedman, *Ideologies and Political Theory: A Conceptual Approach*, Oxford (UK) & New York, Clarendon Press, 1996, pp. 228-231.

91 Voir par exemple Ben Stanley, « The Thin-Centered Ideology of Populism », *The Journal of Political Ideologies*, 13 (1), 2008, pp. 95-110.

92 Cas Mudde & Cristóbal Rovira Kaltwasser, *Populism: A Very Short Introduction*, op. cit., p. 6 ; tr. fr. : *Brève introduction au populisme*, op. cit., p. 19 (trad. légèrement modifiée). Pour une critique du modèle de Mudde, voir Paris Aslanidis, « Is Populism an Ideology? A Refutation and a New Perspective », *Political Studies*, 64 (1), 2016, pp. 88-104 ; Andreas Pantazopoulos, « Populism or National-Populism? A Critical Approach to Cas Mudde's Perspective on Syriza's Populism », *Telos*, 25 mars 2016, <http://www.telospress.com/populism-or-national-populism-a-critical-approach-to-cas-muddes-perspective-on-syrizas-populism/>.

l'évidence calquée sur l'opposition entre « bourgeois » et « prolétaires », à laquelle on ajoute l'exigence démocratique très générale de la souveraineté populaire. Quant à la sacralisation de la « volonté du peuple », censée impliquer le passage salvateur à la « démocratie directe » – vieille panacée remise au goût du jour par l'appel au RIC –, soulignons qu'elle risque de conduire à une simple réinvention de la dictature du prolétariat, de sinistre mémoire.

Pourquoi définir le populisme comme une idéologie ténue, distinguée des idéologies denses (socialisme, libéralisme, conservatisme, nationalisme, fascisme, etc.) ? Pourquoi surtout le définir à tout prix comme une idéologie ? Disons plutôt qu'il illustre le degré zéro de l'idéologie. Allons plus loin : le populisme se distingue des autres « ismes » par le fait même qu'il est dépourvu de contenus idéologiques susceptibles d'être traduits par des projets politiques ou des programmes d'action, d'orientation réformiste ou révolutionnaire. Mais, pour ces spécialistes de l'extrême droite, et plus particulièrement des idéologies d'extrême droite, passés à l'étude du populisme – dont Mudde est le prototype –, il importe de donner un contenu idéologique, aussi ténu soit-il, au phénomène qu'ils ont pris pour objet, afin d'avoir quelque chose à en dire. Ils n'ajoutent guère d'ailleurs à leur définition minimale, disons minimaliste, que des descriptions ou des enquêtes journalistiques sur « les partis populistes dans le monde », agrémentées de graphiques et de données chiffrées pour « faire scientifique », ou se contentent de commenter des enquêtes d'opinion, censées montrer en quoi « le populisme » est une menace. Sous couvert de recherches comparatives sur « les populismes<sup>93</sup> », ils continuent, sans le savoir pour la plupart, à étudier les mouvements et les partis d'extrême droite, qu'ils dénoncent et combattent par ailleurs en tant que citoyens ou intellectuels engagés en lutte contre « le mal ». Bref, s'il est vrai que la littérature académique sur « le populisme » a explosé ces dix dernières années, les problèmes rencontrés par la conceptualisation du phénomène sont loin d'avoir été résolus<sup>94</sup>.

Il convient à mon sens de changer le regard sur la question, en abordant le populisme comme un style politique, voire une rhétorique, sans lui attribuer de contenus idéologiques propres. Dans les mobilisations dites populistes observables, l'idéologie vient de l'extérieur, à travers des emprunts au nationalisme, au racisme, au libéralisme économique, au socialisme, à l'anarchisme, etc. D'où le caractère hétéroclite des motifs et des thèmes idéologiques qu'on rencontre dans les discours identifiés comme populistes – qu'on pourrait dire, plus simplement, démagogiques. On ne peut définir aucun

---

93 Voir par exemple trois ouvrages collectifs bien informés, mais reflétant le malaise conceptuel persistant : Carlos de la Torre (ed.), *The Promise and Perils of Populism: Global Perspectives*, Lexington, University Press of Kentucky, 2015 ; *id.*, *Routledge Handbook of Global Populism*, New York, Routledge, 2018 ; Kirk Hawkins & Levente Littvay (eds.), *Contemporary US Populism in Comparative Perspective*, Cambridge (UK), Cambridge University Press, 2019.

94 Voir Matthijs Rooduijn, « State of the Field: How to Study Populism and Adjacent Topics? A Plea for Both More and Less Focus », *European Journal of Political Research*, 58 (1), février 2019, pp. 362-372 ; <https://ejpr.onlinelibrary.wiley.com/doi/full/10.1111/1475-6765.12314>.

corps de doctrine qui soit commun aux divers populismes observables, lesquels, en conséquence, ne peuvent fabriquer quelque chose comme un programme commun.

Il faut donc sortir de l'alternative « pour ou contre le populisme », les partisans du « pour » – tels Laclau, Mouffe et tous ceux qui les répètent ou les suivent – défendant une vision utopiste de la démocratie forte – un hyperdémocratisme fantasmatique qui ne saurait être de ce monde –, les partisans du « contre » – libéraux, sociaux-démocrates, antifascistes de toutes obédiences, etc. – jugeant que le populisme est une menace mortelle pesant sur la démocratie. La vision enchantée du populisme est celle qu'en ont les démagogues de gauche et d'extrême gauche, celle aussi que professent des intellectuels illuminés et des leaders politiques cyniques. La vision diabolisante du populisme est la mieux partagée dans le monde des élites politiques et culturelles en place, qui dénoncent la « montée des populismes » en pensant aux succès électoraux des partis d'extrême droite, ce qui les inquiète en raison de la déstabilisation générale qu'ils impliquent.

Quant à la réalité sociohistorique, elle est tout autre. On observe aujourd'hui le dynamisme de partis ou de mouvements qu'on peut, faute de mieux, caractériser comme des figures du national-populisme autoritaire, conduits et incarnés par des leaders charismatiques dotés d'aptitudes à la démagogie. Nationalisme, autoritarisme, démagogie : tel est le cocktail que les peuples semblent apprécier en Europe et dans les deux Amériques, jusqu'à un certain point cependant, car les oppositions restent vives et les obstacles nombreux sur la route conduisant au pouvoir. L'appel au peuple à tout propos et le culte du peuple comme ersatz de religion ne peuvent fonder un mode de gouvernement. Quant à la dénonciation litannique du « danger populiste », elle ne saurait être une politique. Les antipopulistes s'épuisent à pratiquer l'anathème, comme si ces actes répétés de magie conjuratoire leur conféraient de la consistance et de la respectabilité. Mais il est vrai que l'imaginaire politique est constellé de politiques imaginaires. Populistes et antipopulistes représentent aujourd'hui les deux visages de l'impolitique.

### **Retour au réel : la nouvelle vague nationaliste**

Oublions les formules sloganiques imposées par une récente mode lexicale : « montée des populismes » (pour les dénonciateurs atterrés) ou entrée dans un « moment populiste » (pour les apologistes ravis). Nous sommes plutôt en présence, en Europe, d'une nouvelle vague nationaliste, avant tout anti-immigration et anti-islam, d'un nationalisme défensif et d'un conservatisme culturel à dominante religieuse (le christianisme revendiqué comme socle identitaire), portés et incarnés par des leaders autoritaires qui, étant tous des démagogues talentueux, savent exploiter les faiblesses et les défaillances des

vieux partis de gouvernement, disons de centre droit et de centre gauche, dont les programmes et les manières de gouverner se ressemblent de plus en plus<sup>95</sup>. Cette indifférenciation des partis classiques, avec la perte d'attractivité qu'elle suscite, est la chance à saisir pour les mouvements nationalistes à visage populiste. Ces derniers ne sont pas des nouveaux nés en Europe. Rappelons la manière dont Isaiah Berlin, dans son essai sur Herder, définissait le populisme sur la base d'un sentiment subjectif d'appartenance : « La croyance dans la valeur que représente le fait d'appartenir à un groupe ou à une culture<sup>96</sup>. » Depuis le milieu des années 2000, certains spécialistes de géopolitique s'inquiètent du « retour des frontières<sup>97</sup> » et de l'apparition d'une vague néo-nationaliste<sup>98</sup>. Ils s'en indignent et dénoncent l'apparition d'un « monde néo-national<sup>99</sup> », qui s'alimenterait de « fièvres néo-nationalistes », sommairement étiquetées « d'extrême droite » – manière de les disqualifier en les diabolisant par leur réduction à une résurgence du « fascisme ».

Le dynamisme des partis anti-immigration et anti-islam ne cesse d'être renforcé par les vagues migratoires d'origine extra-européenne et le terrorisme jihadiste, qui ne disparaîtront pas de sitôt. Certains observateurs engagés, du côté des droites antilibérales, se félicitent du surgissement de ce « moment populiste<sup>100</sup> », qui traduit à leurs yeux l'effacement du clivage droite-gauche. Ils rejoignent les idéologues néo-gauchistes qui donnent pour objectif au « populisme de gauche » de construire une frontière entre « le peuple » et l'oligarchie ou « la caste ». L'une des moins mauvaises caractérisations du populisme consiste à le définir comme « une réponse démocratique illibérale au libéralisme antidémocratique<sup>101</sup> », à condition de corriger la formule : le libéralisme ne se présente jamais comme antidémocratique, mais il peut être pseudo-démocratique.

Les mobilisations populistes à la fois antilibérales et antisystème n'ont pas pour causes principales des revendications d'ordre socio-économique, même s'il est vrai que les effets de la grande crise financière de 2008 en forment la toile de fond. Les explications par les effets de la crise financière ne sont pas seulement

---

95 Voir Pierre-André Taguieff, *La Revanche du nationalisme*, op. cit. ; Andreas Pantazopoulos, « De quoi l'autoritarisme des mouvements populistes est-il le nom ? », 5 janvier 2018, <https://www.telos-eu.com/fr/politique-francaise-et-internationale/de-quoi-lautoritarisme-des-mouvements-populistes-e.html>; Pippa Norris & Ronald Inglehart, *Cultural Backlash: Trump, Brexit, and Authoritarian Populism*, op. cit.

96 Isaiah Berlin, « Herder and the Enlightenment », in *Vico and Herder: Two Studies in the History of Ideas*, Londres, The Hogarth Press, 1976, p. 153. Voir Yves Mény & Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple*, op. cit., p. 221.

97 Michel Foucher, *Le Retour des frontières*, Paris, CNRS Éditions, 2016.

98 Andre Gingrich & Marcus Banks (eds.), *Neonationalism in Europe and Beyond: Perspectives from Social Anthropology*, New York & Oxford, Berghahn Books, 2006 ; Andre Gingrich, « Neonationalism and the Reconfiguration of Europe », *Social Anthropology*, 14 (2), juin 2006, pp. 195-217.

99 Bertrand Badie & Michel Foucher, *Vers un monde néo-national ?*, entretiens avec Gaïdz Minassian, Paris, CNRS Éditions, 2017.

100 Alain de Benoist, *Le Moment populiste. Droite-gauche, c'est fini !*, Paris, Pierre-Guillaume de Roux, 2017.

101 Cas Mudde, « Populism in the Twenty-First Century... », art. cit. (2018).

insuffisantes : elles se heurtent au fait observable que le dynamisme des partis populistes se poursuit alors même que la crise a été dépassée. En d'autres termes, l'antipolitique des mouvements populistes ne se réduit pas à la politique inquiétante des « partis du ressentiment<sup>102</sup> », et le ressentiment populaire exploité par les démagogues de droite ou de gauche ne dérive pas simplement de la baisse (réelle ou fantasmée) du pouvoir d'achat ou de l'accroissement de la précarisation. Ce qu'il faut considérer avant tout, c'est une anxiété collective, et plus précisément une anxiété de masse fixée sur les questions identitaires, en rapportant à la force du ressentiment contre les élites du pouvoir, de l'argent et de l'intelligence. À cet égard, on peut parler de « populisme émotionnel<sup>103</sup> ». Comme l'a noté Steven Pinker en novembre 2018, dans un éclair de lucidité :

« Le capitalisme a contribué à réduire les inégalités entre les pays, tout en les accroissant à l'intérieur de leurs frontières. Ces inégalités sont-elles la cause de la montée des populismes ? C'est tout sauf certain. (...) Les intellectuels, souvent marqués à gauche, veulent voir dans les conditions économiques l'explication de la colère sociale. Mais la vérité se tient sans doute ailleurs, dans le ressentiment culturel lié à une forme de stagnation, voire de déclin, de la majorité ethnique. Cela ne veut pas dire que l'économie n'a aucun rôle, mais que les questions culturelles sont dominantes<sup>104</sup>. »

En outre, comme l'ont montré notamment l'élection de Donald Trump, le vote en faveur du Brexit ou l'accession au pouvoir d'une coalition « antisystème » en Italie, le rejet du « politiquement correct » est devenu l'une des motivations du vote « populiste », s'ajoutant au rejet des élites en place, dont l'idéologie s'était précisément modelée sur le « politiquement correct » (multiculturalisme, discrimination positive, ouverture à l'immigration, effacement des frontières, idéalisation du postnational, etc.). Il y a là le fondement d'un nouveau clivage qui, sans effacer le clivage gauche-droite, l'affaiblit et le marginalise : le clivage entre gagnants et perdants de la globalisation. Nul ne peut imaginer sérieusement ce que pourrait être une démocratie post-représentative instaurée par les perdants du village planétaire. Le retour au réel, en politique, c'est le retour au compromis, même s'il est moins scintillant que les positions « pures » et intransigeantes.

Prenons Trump, Erdogan et Poutine : trois démagogues habiles, trois tribuns du peuple, capables de s'adapter aux croyances, aux passions et aux aspirations populaires. Si Poutine et Erdogan sont des autocrates, Trump a le profil d'un dirigeant autoritaire. Ces trois personnages privilégient le recours aux

---

102 Giovanni Orsina, *La democrazia del narcisismo. Breve storia dell'antipolitica*, Venise, Marsilio Editori, 2018.

103 Eva Illouz, « Le populisme émotionnel menace la démocratie » (propos recueillis par Nicolas Truong), 25 juillet 2017, [https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/07/25/eva-illouz-le-populisme-emotionnel-menace-la-democratie\\_5164585\\_4415198.html](https://www.lemonde.fr/festival/article/2017/07/25/eva-illouz-le-populisme-emotionnel-menace-la-democratie_5164585_4415198.html).

104 Steven Pinker, « La colère peut mobiliser, mais ne résout rien » (propos recueillis par Julien Bisson et Vincent Martigny), *Le un*, n° 226, 21 novembre 2018, pp. 5-6.

thèmes nationalistes. Ils bénéficient d'une autorité charismatique, en dépit de leurs travers. La dissolution du système démocratique s'accomplit, selon des modes très différents, derrière le décor des élections démocratiques<sup>105</sup>. Les pseudo-démocraties cachent souvent des dictatures. Mais il est difficile d'expliquer le processus de leur transformation invisible.

Il en va ainsi avec la prise du pouvoir d'Erdogan en 2016, ainsi évoquée par Ece Temelkuran : « Comment et pourquoi un populiste sans pitié, avec l'aide d'une bande de sympathisants toujours de plus en plus nombreux, a pu mettre fin à la démocratie turque au cours de la nuit du 15 juillet 2016, est une histoire longue et compliquée<sup>106</sup>. » Il faut cependant se garder de tout fatalisme : la démocratie représentative s'est remise à fonctionner en Turquie lorsque, le 23 juin 2019, malgré les manipulations, les fraudes et les stratégies d'intimidation d'Erdogan – telle l'annulation arbitraire, le 6 mai 2019, de l'élection municipale du 31 mars<sup>107</sup> –, le candidat du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition turque, a été élu maire d'Istanbul<sup>108</sup>. Retour à l'envoyeur : ancien maire d'Istanbul, Erdogan rappelait régulièrement que « remporter Istanbul, c'est remporter la Turquie ».

La grande question est aujourd'hui de savoir si le déclin de la démocratie représentative ouvre la voie à des régimes autoritaires post-démocratiques ou pseudo-démocratiques, qui ressembleraient aux nombreuses « démocraties » illibérales observables, à ces dictatures camouflées et à ces démocraties truquées installées dans de nombreux pays, qui jouent la souveraineté et l'autorité contre le pluralisme, et dont les dirigeants, s'installant dans la post-vérité, recourent cyniquement aux « fake news » et aux théories du complot pour bâillonner ou disqualifier leurs opposants. Dans ce cas, l'âge des démagogues, des « forts en gueule », se doublerait d'un âge des « hommes forts ».

Face à la marche du monde vers une uniformisation chaotique, les nationalistes se présentent et se célèbrent comme les vrais résistants. Mais il ne faut pas les mettre tous dans le même sac. La défense de la nation civique est une chose – je l'ai baptisée naguère « nationalisme<sup>109</sup> » –, elle est même une condition nécessaire de la démocratie vivante, l'exploitation des sentiments nationalistes par des stratèges cyniques en est une autre. Quoi qu'il en soit, l'imaginaire de la

---

105 Steven Levitsky & Daniel Ziblatt, *La Mort des démocraties* [2018], tr. fr. Pascale-Marie Deschamps, Paris, Calmann-Lévy, 2019.

106 Ece Temelkuran, *Comment conduire un pays à sa perte. Du populisme à la dictature*, op. cit., p. 19.

107 Julie Honoré, « Après l'annulation de l'élection à Istanbul, la rue s'oppose au "putsch" d'Erdogan », 8 mai 2019, <https://www.marianne.net/monde/apres-l-annulation-de-l-election-istanbul-la-rue-s-oppose-au-putsch-d-erdogan>.

108 « Istanbul : le pari perdu d'Erdogan » (éditorial), 24 juin 2019, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/06/24/istanbul-le-pari-perdu-d-erdogan\\_5480666\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2019/06/24/istanbul-le-pari-perdu-d-erdogan_5480666_3232.html).

109 Pierre-André Taguieff, « Nationalisme et racisme en France », *Libération*, 12 décembre 1991, p. 13 ; *id.*, *Les Fins de l'antiracisme*, Paris, Michalon, 1995, p. 202 ; *id.*, *La République menacée*, Paris, Les éditions Textuel, 1996, pp. 59-60.

nation et les sentiments qui l'accompagnent n'appartiennent pas à un passé dépassé, contrairement à ce qu'affirment dogmatiquement les théoriciens contemporains du cosmopolitisme, qui interprètent naïvement la globalisation comme la voie de la rédemption du genre humain. Ils prennent leur haine du national pour la réalité du devenir planétaire. Ils oublient de considérer que la globalisation économique-financière et informationnelle va de pair avec la globalisation des conflits. Ces derniers témoignent de la permanence des questions liées aux frontières et aux identités collectives. Contrairement à ce que répètent les prophètes de l'uniformisation harmonieuse du monde, les demandes de souveraineté et d'identité culturelle restent politiquement structurantes.

La persistance du nationalisme fait partie des phénomènes politico-culturels non prévus par les adeptes d'un sens unique de l'Histoire. Les mobilisations nationalistes, aussi différentes soient-elles, sont inséparables de l'irruption de tribuns qui séduisent et entraînent les masses par leurs talents de démagogues. Leurs appels au peuple sont entendus par les peuples. Leur popularité fait qu'ils apparaissent comme des leaders « populistes » qui réussissent, porteurs d'espoir pour les uns et figures redoutables pour les autres. Mais le nationalisme est-il un recours ? Autant croire que les promesses des démagogues vont sauver le monde. La démagogie est la maladie chronique de la politique démocratique. Les démagogues nationalistes ne sauveront pas le monde. Ils ne changeront pas à eux seuls la marche de l'Histoire, car, comme les antinationalistes mondialisateurs, ils font partie du paysage global en devenir. Et seuls les candides et les illuminés peuvent croire que ce devenir est ordonné à la réalisation de fins dernières telles que le bonheur pour tous, la paix perpétuelle et la justice universelle. Sans oublier la démocratie parfaite. La persistance du nationalisme, sous ses formes diverses et ambiguës, témoigne du fait que la « fin de l'Histoire », dans et par la démocratie libérale, n'est qu'une vieille fable hégélienne remise au goût du jour par de piètres prophètes.

\*

\* \*